



RAPPORT DE GESTION GROUPE EFS AU 31 DÉCEMBRE 2023

1. SITUATION DE L'EFS DURANT L'EXERCICE ECOULE	3
2. SYNTHESE DE L'EXECUTION DE L'EPRD	5
3. ANALYSE DE L'ACTIVITE 2023	9
3.1 Cessions de PSL aux Etablissements de Santé	9
3.2 Prélèvements	10
3.3 Activités de laboratoire	11
3.4 Plasma pour fractionnement	11
4. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT	12
4.1 Les produits d'exploitation	12
4.2 Analyse du résultat financier	24
4.3 Impôt sur les sociétés – Impôt forfaitaire annuel	25
5. INVESTISSEMENTS	26
5.1 Les investissements immobiliers	26
5.2 Les investissements matériels	28
5.3 Les investissements informatiques	29
5.4 Les autres investissements	30
6. ANALYSE DES EQUILIBRES FINANCIERS	31
6.1 Variation du fonds de roulement	31
6.2 Variation nette de trésorerie	36
7. Mention sur la décomposition de la dette fournisseur (en €)	38
8. Résultat de l'exercice et proposition d'affectation de celui-ci	39
9. Evolution prévisible, perspectives d'avenir et événements post-clôture	39
9.1 Hypothèses du budget 2024	39
9.2 Evènements post-clôture	40
9.3 Le financement des investissements 2024	40
10. Faits marquants relatifs aux sociétés du Groupe	42
11. Informations relatives à la présentation des comptes consolidés	43
11.1 Notes sur le compte de résultat consolidé	43
11.2 Effectifs Groupe EFS	45
11.3 Tableau des flux de trésorerie du groupe	46

1. SITUATION DE L'EFS DURANT L'EXERCICE ECOULE

Une évolution contrastée des activités de l'EFS.

Une nouvelle baisse des cessions de CGR à hauteur de 4,3% par rapport à l'exercice 2022 a été enregistrée. Entre 2019 et 2023, les cessions de CGR ont chuté de 9,1% et l'année 2023 représente la plus forte décroissance annuelle constatée sur cette activité.

Dans le même temps, la reprise de la production de plasma pour fractionnement en 2023 a permis de livrer près de 830 KL au fractionnement français

Après une année de production de plasma pour fractionnement particulièrement basse en 2022 qui a donné lieu au versement d'une pénalité au LFB de 2,0 M€ en 2023, il est à noter une bonne reprise de l'activité de plasmaphérèse qui compense en partie la baisse d'activité sur le prélèvement de sang total.

Cette reprise a été rendue possible grâce à la réarticulation d'une partie des effectifs du prélèvement de sang total vers la plasmaphérèse, la réalisation de campagnes publicitaires spécifiques plasma et le développement de politique de conversion de donneurs de sang total vers le plasma. Toutefois, cette croissance d'activité n'a à ce stade pas d'effet favorable sur les comptes financiers de l'EFS, la tarification actuelle ne permettant pas d'équilibrer l'activité.

Ces évolutions d'activité n'ont pas permis de renforcer le chiffre d'affaires de l'EFS et par conséquent ont accentué **les problèmes de trésorerie déjà attendus**. L'Etablissement a connu une année 2023 particulièrement difficile sur ce plan. Rappelons que l'EFS disposait d'une trésorerie confortable en sortie de crise sanitaire, puisque fin 2021, elle s'élevait à 83 M€. Les années 2022 puis 2023 l'ont asséchée, les investissements de ces deux dernières années ayant été autofinancés avec en parallèle une capacité d'autofinancement orientée à la baisse. L'Etablissement a utilisé sa ligne de découvert durant quelques journées au cours de l'été 2023, situation inédite qui témoigne des difficultés d'équilibrage de la trésorerie sur l'exercice.

Le budget rectificatif approuvé à mi-année a permis de maintenir l'Etablissement dans une situation économique viable mais non pérenne, confortant la nécessité de définir un nouveau modèle économique à mettre en œuvre dès l'année 2024.

La politique de maîtrise des dépenses engagée par l'EFS dès 2022 a été accentuée en 2023.

Dans ce contexte difficile, l'EFS est engagé dans **une politique de maîtrise des dépenses**.

A compter du second semestre 2022, les dépenses d'investissement ont été resserrées et recentrées sur le cœur d'activité et les investissements incontournables (sécurité, maintien des installations et équipements en condition opérationnelle). Ainsi, alors même que les besoins d'investissement étaient estimés à 70 millions d'euros annuels, ils n'ont atteint que 51,0 M€ en 2022 et 38,5 M€ en 2023. Pourtant, les missions de l'IGAS et de la Cour des Comptes soulignaient déjà en 2018 la nécessité de relancer des investissements importants sur les systèmes d'information, le volet immobilier et le renouvellement des équipements de l'EFS. Ils conditionnent la sécurité de nos produits, l'amélioration de l'efficacité des activités de demain, les conditions de travail de nos collaborateurs et les conditions d'accueil de nos donateurs.

Il en est de même sur les charges externes et les effectifs qui ont été contraints depuis 2022. L'Etablissement a suspendu le lancement de nouveaux projets et a décalé les dépenses qui ne pénalisaient pas la continuité d'activité. Sur le volet des effectifs, un ajustement de ces derniers au niveau de production attendu a été réalisé.

Autres éléments significatifs intervenus en 2023

Fin 2022, l'EFS a adressé **un rescrit à l'administration fiscale** relatif à une proposition de nouvelle méthodologie de calcul du prorata de TVA récupérable. L'Etablissement propose de calculer son coefficient d'assujettissement à la TVA déductible en fonction des surfaces occupées par ses différentes activités. Ce critère « traduit la proportion d'utilisation de ses dépenses pour les activités imposables sur l'ensemble de ses activités ».

L'administration fiscale a répondu favorablement à cette sollicitation mi-février 2024. L'impact net positif de ce changement de calcul s'établit à 11,2 M€ et se décompose comme suit :

- La reprise de la provision constituée sur les déductions de TVA de 2020 et 2021 pour 7,2 M€ ;
- L'intégration de la TVA déductible supplémentaire pour 2022 et 2023 en application des nouvelles modalités de calcul pour 3,6 M€ ;
- L'ajustement des montants relatifs à la TVA à reverser sur immobilisations pour 0,4 M€.

La généralisation du dépistage du VHE est évaluée à 1,7 M€ en 2023, cette mesure a été mise en œuvre en début d'année 2023 et n'a pas bénéficié de financement complémentaire spécifique.

La possibilité d'octroi d'indemnités d'imprévision sur les achats passés et **la réalisation d'avenants pour les dépenses à venir** sont des risques identifiés que l'Etablissement doit tenter de maîtriser au maximum compte tenu de sa difficulté à répercuter les augmentations pratiquées à ses propres clients (tarification réglementée sur les principales activités de l'Etablissement et/ou conventionnée). Certains fournisseurs titulaires de marchés publics avec l'EFS ont sollicité la prise en compte de leurs difficultés financières imprévisibles et demandé, conformément à la circulaire du Premier Ministre du 30 mars 2022 que leur soient accordées des indemnités d'imprévision.

La vente de Saint Laurent du Var a abouti sur le second trimestre 2023, cette vente a généré un produit de cession d'actif de 5,0 M€.

L'année 2023 a été marquée par **la poursuite de projets de transformation** importants sur les fonctions supports : le déploiement d'un nouvel outil d'élaboration budgétaire afin de pouvoir construire un budget par destination répondant aux exigences du nouvel infocentre INFINOE déployé par l'Etat en 2024 ou encore le début du déploiement du projet INNOVENTE visant à centraliser les métiers de la recette à l'EFS. La migration SAP HANA indispensable à la poursuite de l'utilisation de SAP a été déployée en fin d'année 2023. La poursuite du projet INNOVADON avec le déploiement du CRM constitue une évolution majeure des métiers autour du marketing donneur.

Enfin, sur le plan de **la gouvernance de l'Etablissement**, François Toujas a quitté ses fonctions courant octobre 2023 à la fin de son troisième mandat et la nomination de Frédéric Pacoud est intervenue en toute fin d'année.

2. SYNTHÈSE DE L'EXECUTION DE L'EPRD

Une baisse des cessions de PSL

Cessions de PSL (poches)				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Cessions de CGR aux ES (poches)	2 125 252	2 220 746	-95 494	-4,3%
Cessions de Plaquettes aux ES (poches)	333 531	339 253	-5 722	-1,7%
Cessions de Plasma Thérapeutique (en poche)	210 097	228 066	-17 969	-7,9%
Cessions de PSL Autologues	5	6	-1	-16,7%
Total Cessions de PSL	2 668 885	2 788 071	-119 186	-4,3%

L'EFS connaît en 2023 une nouvelle baisse des cessions de PSL.

En 2023, les cessions de PSL diminuent de 4,3% par rapport à 2022. Cette baisse est portée par la cession de CGR en diminution de 4,3%, soit 95 494 poches. Entre 2019 et 2023, les cessions de CGR ont chuté de 9,1% et l'année 2023 représente la plus forte décroissance annuelle constatée sur cette activité.

La cession de plasma thérapeutique diminue également fortement de 7,9% en 2023 par rapport à 2022, soit 17 969 poches.

D'une ampleur moins significative, la baisse des cessions de plaquettes s'élève à -1,7% en 2023 par rapport à 2022.

Ces niveaux d'activité en diminution n'avaient pas été anticipés au sein du budget initial de l'Etablissement qui prévoyait une tendance haussière de 1,3% de la cession de CGR versus 2022. L'EFS s'est donc rapidement trouvé en difficulté de trésorerie sur le premier quadrimestre 2023 du fait du manque de chiffre d'affaires généré par la moindre cession de PSL.

Une hausse des cessions de plasma au LFB

Cessions de plasma au LFB				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Total Plasma cédé issu de ST	569 567	590 684	-21 117	-3,6%
Total Plasma cédé issu d'Aphérèse	257 379	191 357	66 022	34,5%
Total du plasma cédé	826 946	782 041	44 905	5,7%

Les volumes cédés de plasma destinés au fractionnement s'élèvent à près de 827 K litres à fin décembre 2023, ce qui représente une croissance de 5,7% par rapport à 2022, soit 44 905 litres.

Pour rappel, le tarif du plasma issu de sang total s'élève à 76,70 € / L (depuis le 25 décembre 2019) et celui du plasma d'aphérèse à 120 € / L (depuis le 1er janvier 2023).

Une activité de prélèvement en retrait sur le sang total compensée par la poursuite du développement de la plasmaphérèse.

Prélèvements (en nombre d'actes)

K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Sang Total	2 268 677	2 376 234	-107 557	-4,5%
Aphérèses plasmatiques simples	329 295	243 346	85 949	35,3%
Aphérèses autres	79 927	83 528	-3 601	-4,3%
Total Prélèvements	2 677 899	2 703 108	-25 209	-0,9%
Total Prélèvements en équivalent sang total	2 787 627	2 798 629	-11 002	-0,4%

L'activité exprimée en nombre de prélèvements en équivalent sang total est quasi stable (-0,4%) par rapport à 2022. L'Etablissement a retrouvé en partie des capacités opérationnelles plus satisfaisantes en matière de prélèvements du fait de la fin de la crise sanitaire et de la baisse de l'absentéisme. L'EFS a ainsi continué à développer l'activité de la plasmaphérèse (+35,3% de hausse des aphérèses plasmatiques par rapport à 2022). Les prélèvements de sang total diminuent quant à eux de 4,5%, diminution qui est cohérente avec la baisse d'activité des cessions de CGR (-4,3%).

Le niveau de productivité demeure soumis à trois enjeux majeurs :

- La fréquentation aléatoire des donneurs sur les collectes ;
- Le manque de personnel dans certains bassins ;
- La poursuite de la formation de personnel liée à la transformation indispensable en cours sur la collecte (EPDI, TMC et plasma).

Le chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires

K€	RE 2023	Réel 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Activités transfusionnelles	791 671	786 151	5 520	0,7%
Activités non transfusionnelles	90 287	85 906	4 381	5,1%
Ventes de marchandises	1 585	1 359	226	16,7%
Chiffre d'affaires	883 543	873 416	10 128	1,2%

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2023 s'élève à 883,5 M€, en augmentation de 1,2% (+10,1 M€) par rapport à 2022 grâce principalement :

- A une hausse du chiffre d'affaires des activités transfusionnelles (+5,5 M€) portée notamment par la croissance des volumes de plasma pour fractionnement (+ 45 K litres pour un impact positif de 8,0 M€), et des revalorisations tarifaires des plaquettes intervenues en 2023 (+7,0 M€), moins que compensés par la baisse d'activité de cessions de CGR (-6,5 M€) et la baisse du tarif du B d'IH au 1^{er} février 2023 (-2,1 M€) ;
- A une progression du chiffre d'affaires des activités non transfusionnelles (+4,4 M€) qui fait suite notamment à la croissance des actes d'histocompatibilité (+1,9 M€) d'une part, et des activités associées d'autre part (+6,2 M€ sur les activités de soins, de banques de tissus, de thérapie cellulaire et de MTI), moins que compensée par l'effet défavorable du transfert des activités de laboratoire du LHIR au CHU de Besançon (-3,9 M€).

Les Soldes Intermédiaires de Gestion

Les Soldes Intermédiaires de Gestion se déclinent ainsi :

Soldes Intermédiaires de Gestion				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Chiffre d'affaires	883 543	873 416	10 128	1,2%
Production stockée	3 561	3 458	103	3,0%
Achats d'approvisionnements	-217 598	-202 221	-15 377	7,6%
Services extérieurs	-157 771	-154 933	-2 838	1,8%
Valeur ajoutée	511 735	519 719	-7 984	-1,5%
Subvention d'exploitation	59 314	26 433	32 880	124,4%
Impôts et taxes	-1 047	-4 958	3 910	-78,9%
Frais de personnel	-554 211	-544 130	-10 081	1,9%
Excédent Brut d'Exploitation	15 791	-2 935	18 726	638,1%
Résultat d'exploitation	-11 252	-41 330	30 078	72,8%
Résultat financier	401	383	18	4,7%
Impôts sur les sociétés	2 184	575	1 609	279,6%
Résultat net comptable	-8 667	-40 372	31 705	78,5%

L'excédent brut d'exploitation

L'EBE 2023 est positif à hauteur de 15,8 M€ en progression de 18,7 M€ par rapport au réel 2022.

Le ratio de marge sur coûts variables (chiffre d'affaires + production stockée – achats d'approvisionnement) / (chiffre d'affaires + production stockée) s'établit en 2023 à 75,5% en diminution par rapport à 2022 (76,9%, soit -1,4 point). Si le coût de l'énergie est retraité du calcul de ce ratio, la marge sur coûts variables est de 77,8% sur 2023, ce qui est stable par rapport à 2022. L'énergie reste donc le principal poste impacté par l'inflation au sein des achats d'approvisionnement.

Le résultat d'exploitation et le résultat net comptable

Résultat d'exploitation				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Excédent Brut d'Exploitation	15 791	-2 935	18 726	638,1%
Dotations aux amortissements	-41 835	-40 650	-1 186	2,9%
Dotations aux provisions	-82 280	-81 968	-313	0,4%
Autres charges de gestion courante	-12 903	-5 515	-7 387	133,9%
Reprises sur amortissements et provisions	94 946	76 021	18 925	24,9%
Transfert de charges d'exploitation	750	619	131	21,2%
Autres produits de gestion courante	8 555	7 567	988	13,1%
Produits de cession d'actifs	5 321	4 667	654	14,0%
Reprise du financement rattaché à un actif	2 061	2 696	-635	-23,6%
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	-1 658	-1 833	175	-9,5%
Résultat d'exploitation	-11 252	-41 330	30 078	72,8%

Les éléments compris entre l'EBE et le résultat d'exploitation représentent 27,0 M€ de charges en 2023, en diminution de 11,4 M€ par rapport à 2022.

L'EFS a fait le choix lors de sa création d'opter pour le dispositif fiscal du crédit d'impôt en faveur de la recherche. Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) 2023 s'élève à 3,0 M€. Suite à un contrôle fiscal en 2022, l'EFS a réglé en 2023 un redressement sur les CIR 2019 à 2021 de 1,0 M€, provisionné en 2022 à hauteur de 0,8 M€.

Le résultat net comptable au 31 décembre 2023 s'établit à -8,7 M€.

Les investissements de l'exercice

En 2023, les investissements s'élèvent à 38,5 M€ contre 51,0 M€ en 2022. Ils représentent 4,4% du chiffre d'affaires comparé à 5,8% en 2022.

Les équilibres financiers

La capacité d'autofinancement au titre de l'exercice 2023 s'élève à 23,6 M€, en hausse de 18,8 M€ par rapport à 2022.

Le niveau de trésorerie au 31 décembre 2023 s'élève à 9,8 M€ soit -28,9 M€ par rapport à fin 2022. La trésorerie de l'Etablissement a fortement diminué du fait d'un niveau de capacité d'autofinancement ne permettant pas de financer les investissements de l'Etablissement.

3. ANALYSE DE L'ACTIVITE 2023

3.1 Cessions de PSL aux Etablissements de Santé

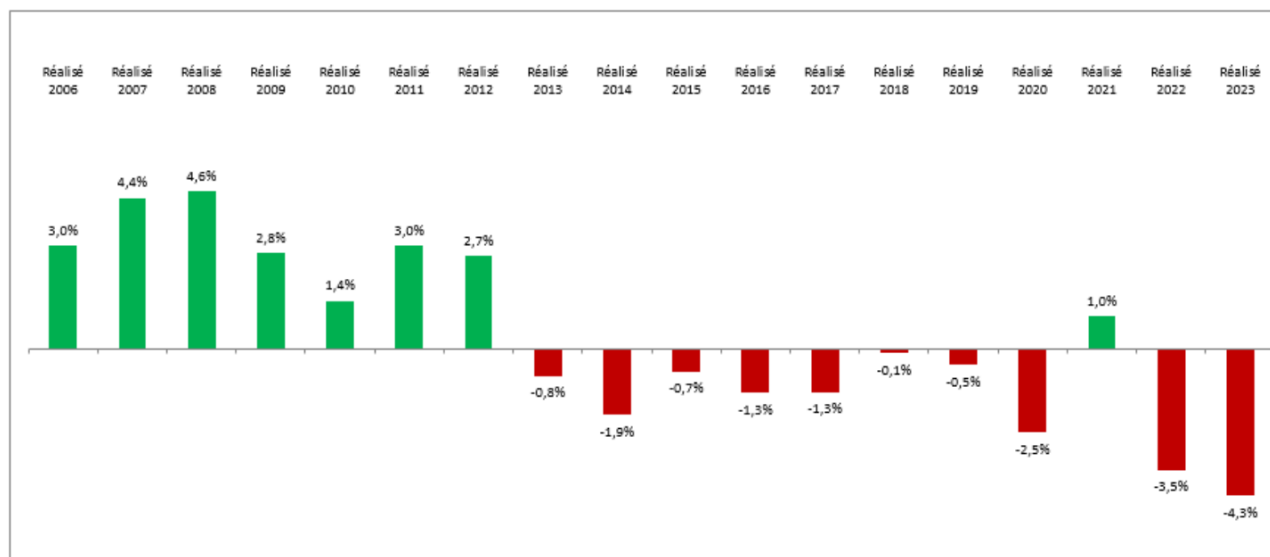
En 2023, les cessions de PSL (2 668 885 poches) sont en baisse de 119 186 produits par rapport à 2022.

Cessions de PSL (poches)				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Cessions de CGR aux ES (poches)	2 125 252	2 220 746	-95 494	-4,3%
Cessions de Plaquettes aux ES (poches)	333 531	339 253	-5 722	-1,7%
Cessions de Plasma Thérapeutique (en poche)	210 097	228 066	-17 969	-7,9%
Cessions de PSL Autologues	5	6	-1	-16,7%
Total Cessions de PSL	2 668 885	2 788 071	-119 186	-4,3%

3.1.1 Cessions de CGR

Les cessions de CGR aux établissements de santé (2 125 252 poches en 2023) représentent 79,6% du total des cessions de PSL.

Depuis 2006, l'évolution des cessions de CGR par rapport à l'année précédente s'illustre comme suit :



Les cessions de CGR diminuent en 2023 de 4,3% par rapport à 2022, il s'agit de la plus forte chute annuelle de cette activité, après la baisse déjà significative constatée en 2022 de 3,5%.

3.1.2 Cessions de Plaquettes

Cessions de plaquettes (en unités)				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Total cessions de PLAQUETTES (unités)	2 363 087	2 397 329	-34 242	-1,4%
Cessions de CPA à des ES (unités)	684 744	705 017	-20 273	-2,9%
Cessions de MCP à des ES (unités)	1 678 343	1 692 312	-13 969	-0,8%
Part des cessions de MCPS en unités	71,0%	70,6%		

Au terme de l'année 2023, les cessions de plaquettes en nombre de tranches affichent une diminution de 1,4% par rapport à 2022.

La part des MCPS dans les cessions de plaquettes s'établit à 71,0% en 2023 contre 70,6% à fin 2022.

3.1.3 Cessions de Plasmas Thérapeutiques

Les cessions de plasmas thérapeutiques affichent en 2023 une diminution de 7,9% (-17 969 poches) par rapport à 2022.

3.2 Prélèvements

Le nombre de prélèvements total de l'exercice 2023 est de 2 677 899 actes, en baisse de 25 209 prélèvements par rapport au réel 2022 (soit -0,9%).

Prélèvements (en nombre d'actes)				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Sang Total	2 268 677	2 376 234	-107 557	-4,5%
Aphérèses plasmatiques simples	329 295	243 346	85 949	35,3%
Aphérèses autres	79 927	83 528	-3 601	-4,3%
Total Prélèvements	2 677 899	2 703 108	-25 209	-0,9%

Les prélèvements de sang total s'élèvent à 2 268 677 actes en 2023, en diminution de 4,5% par rapport au réel 2022 (-107 557 actes). Ils ont suivi naturellement la même tendance que les cessions de CGR (-4,3% par rapport à 2022).

Les prélèvements d'aphérèse sont en hausse de 25,2% (+82 348 actes) par rapport au réel 2022.

Le redéploiement du temps consacré par les équipes de prélèvement du sang total vers l'aphérèse s'est poursuivi en 2023, ce qui a été rendu possible par :

- Une forte mobilisation des maisons du don sur l'ensemble du territoire national ;
- Une stratégie de conversion des donneurs de sang total vers le plasma ;
- Le déploiement d'un plan de communication dédié plasma.

3.3 Activités de laboratoire

Examens de laboratoire (en milliers de B)				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Immuno Hématologie Receveurs	349 457	346 859	2 598	0,7%
Autres Examens	161 411	172 098	-10 687	-6,2%
Total Examens de Laboratoire	510 868	518 958	-8 089	-1,6%

En 2023, l'EFS réalise une activité de biologie de 510,9 millions de B soit une diminution de 1,6% par rapport à 2022. 68,4% de ces examens relèvent de l'immunohématologie érythrocytaire (« IHE »).

L'IHE est en augmentation de 0,7% entre 2022 et 2023 (+2,6 millions de B).

Les autres examens de biologie sont en baisse de 6,2% (-10,7 millions de B) par rapport à 2022, principalement en Bourgogne Franche Comté avec le transfert du LHIR au CHU de Besançon.

3.4 Plasma pour fractionnement

Cessions de plasma au LFB				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Total Plasma cédé issu de ST	569 567	590 684	-21 117	-3,6%
Total Plasma cédé issu d'Aphérèse	257 379	191 357	66 022	34,5%
Total du plasma cédé	826 946	782 041	44 905	5,7%

Les cessions de plasma pour fractionnement atteignent 826 946 litres en 2023 contre 782 041 litres en 2022, soit une hausse de 44 905 litres (+5,7%). La part des volumes issus d'aphérèse dans les cessions de plasma pour fractionnement est de 31,1% en 2023, en augmentation par rapport 2022 (part à 24,5%). Il s'agit de la conséquence directe de la configuration des prélèvements de l'Etablissement (baisse des prélèvements de sang total et forte croissance des prélèvements d'aphérèse).

4. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

Résultat d'exploitation				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Chiffre d'affaires	883 543	873 416	10 128	1,2%
Subventions d'exploitation	59 314	26 433	32 880	124,4%
Autres produits d'exploitation	20 247	19 006	1 241	6,5%
Reprises sur amortissements et provisions	94 946	76 021	18 925	24,9%
Produits d'exploitation	1 058 051	994 877	63 174	6,3%
Achats d'approvisionnements consommés	-217 598	-202 221	-15 377	7,6%
Services extérieurs	-157 771	-154 933	-2 838	1,8%
Frais de personnel	-554 211	-544 130	-10 081	1,9%
Autres charges	-15 608	-12 306	-3 302	26,8%
Dotation aux amortissements et aux provisions	-124 115	-122 617	-1 498	1,2%
Charges d'exploitation	-1 069 303	-1 036 207	-33 096	3,2%
Résultat d'exploitation	-11 252	-41 330	30 078	72,8%

Le résultat d'exploitation de l'EFS est de -11,3 M€ au 31 décembre 2023, en amélioration de 30,1 M€ par rapport au 31 décembre 2022.

4.1 Les produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'EFS au 31 décembre 2023 (1 058,1 M€) sont en augmentation de 63,2 M€ par rapport à l'exercice 2022 (+6,3%).

Produits d'exploitation				
K€	RE 2023	Réel 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Chiffre d'affaires	883 543	873 416	10 128	1,2%
Subventions d'exploitation	59 314	26 433	32 880	124,4%
Autres produits d'exploitation	20 247	19 006	1 241	6,5%
Reprises sur amortissements et provisions	94 946	76 021	18 925	24,9%
Produits d'exploitation	1 058 051	994 877	63 174	6,3%

4.1.1 Le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2023 s'élève à 883,5 M€, en augmentation de 10,1 M€ par rapport au réel 2022 (+1,2%).

Chiffre d'affaires				
K€	RE 2023	Réel 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Activités transfusionnelles	791 671	786 151	5 520	0,7%
Activités non transfusionnelles	90 287	85 906	4 381	5,1%
Ventes de marchandises	1 585	1 359	226	16,7%
Chiffre d'affaires	883 543	873 416	10 128	1,2%

4.1.1.1 Le chiffre d'affaires relatif aux activités transfusionnelles

L'activité transfusionnelle, entendue au sens large, regroupe principalement les cessions de produits sanguins labiles aux établissements de santé, l'activité d'immunohématologie érythrocytaire, les cessions de plasma pour fractionnement et les cessions d'autres produits finis.

Le chiffre d'affaires relatif aux activités transfusionnelles pour 2023 représente 791,7 M€ soit 89,6% du chiffre d'affaires total de l'EFS contre 90,0% en 2022. Le détail figure dans le tableau ci-dessous.

Chiffre d'affaires transfusionnel				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Concentrés de globules rouges	468 740	475 262	-6 522	-1,4%
Concentrés de plaquettes	120 085	113 106	6 980	6,2%
Plasmas thérapeutiques	20 839	21 635	-797	-3,7%
PSL thérapeutiques autologues	3	3	0	-4,8%
Sous-Total PSL thérapeutiques	609 667	610 006	-339	-0,1%
Immunohématologie	91 553	93 698	-2 145	-2,3%
Plasma pour fractionnement	74 510	66 499	8 012	12,0%
Autres produits finis	15 940	15 947	-7	0,0%
Activités transfusionnelles	791 671	786 151	5 520	0,7%

✓ Cessions de PSL thérapeutiques homologues et autologues

Le chiffre d'affaires des cessions de PSL thérapeutiques s'élève à 609,7 M€ en 2023. Il est en baisse de 0,3 M€ par rapport au réalisé 2022 (-0,1%) selon le détail suivant :

- Le chiffre d'affaires des concentrés de globules rouges est en baisse de 6,5 M€ (-1,4%) en raison de la baisse des volumes cédés de 4,3% partiellement contrebalancée par la hausse des prix de 3% au 1er janvier 2023 ;
- Le chiffre d'affaires des concentrés de plaquettes augmente de 7,0 M€ (+6,2%) en lien avec les hausses de prix intervenues au 1er janvier (+3%) et au 1er août 2023 (+13% pour les concentrés de plaquettaires standard et +6,8% pour les concentrés de plaquettes d'aphérèse) :
 - +5,4 M€ pour les concentrés plaquettaires standard (MCPS) avec une baisse de 0,8 % des unités cédées ;
 - +1,9 M€ pour les concentrés de plaquettes d'aphérèse (CPA) intégrant une diminution des unités cédées de 2,9% ;
 - 0,3 M€ pour les granulocytes.

La part des cessions en unités des MCPS est de 71,0% à fin décembre 2023 contre 70,6% à fin décembre 2022.

- Le chiffre d'affaires des plasmas thérapeutiques est en baisse de 0,8 M€ (-3,7%) : la baisse du volume total cédé (-7,9%) est partiellement contrebalancée par la hausse des prix pratiquée sur certains marchés. A noter également que le chiffre d'affaires lié à la majoration pour les plasmas thérapeutiques covid-19 est en baisse de 0,3 M€ en raison d'une diminution des quantités cédées (-49,0%) non compensée par l'augmentation tarifaire de 32,1 €/poche au 1er avril 2023.

✓ Activité d'immunohématologie érythrocytaire

Le chiffre d'affaires 2023 de l'immunohématologie s'élève à 91,6 M€, en baisse de 2,1 M€ en raison de la baisse du prix du B au 1er février 2023. En nombre d'acte, l'activité a progressé de 0,7%.

La part des actes redondants annulés à fin décembre 2023 est de 9,2% pour les actes ABOD et RHK contre 9,6% en 2022. Le taux d'annulation d'actes redondants RAI est de 2,5% à fin décembre 2023 contre 2,3% à fin décembre 2022. A fin décembre 2023, les actes redondants annulés pour l'ensemble de l'IH ont représenté environ 299 683 actes (17,41 MB), soit un montant de 4,6 M€ (versus 4,8 M€ à fin décembre 2022).

✓ Plasma pour fractionnement

Le chiffre d'affaires relatif aux cessions de plasma pour fractionnement s'élève pour 2023 à 74,5 M€, en hausse de 8,0 M€ (+12,0%) : +4,0 M€ d'effet volume et +4,0 M€ d'effet prix.

✓ Autres produits finis

Les autres produits finis sont constitués principalement des PSL non thérapeutiques et de la vente de réactifs.

Le chiffre d'affaires relatif aux autres produits s'élève à 15,9 M€ en 2023, stable par rapport à 2022 :

- Croissance des cessions de ressources biologiques (PLER) de 0,7 M€ : sérum à usage non thérapeutique de +0,2 M€, CGR à usage non thérapeutique +0,2 M€, plaquettes à usage non thérapeutique +0,2 M€ et CGR pour panel +0,1 M€ ;
- Baisse du chiffre d'affaires de l'unité de production de réactifs de 0,8 M€ en lien avec les cessions des produits monoclonaux (chiffre d'affaires particulièrement important en 2022). A noter que les ventes des produits pour l'Immunohématologie restent stables.

Une augmentation des tarifs a été appliquée pour ces deux activités.

4.1.1.2 Le chiffre d'affaires relatif aux activités non transfusionnelles

Les activités non transfusionnelles s'élèvent à 90,3 M€ en 2023 et représentent 10,2% du chiffre d'affaires total de l'EFS. Elles sont en augmentation de 5,1% par rapport à l'exercice précédent.

Elles regroupent principalement deux grands types d'activités :

- L'activité de biologie médicale hors immunohématologie érythrocytaire (42,6 M€),
- L'activité de prestations de services médicales (44,2 M€).

Chiffre d'affaires non transfusionnel				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Actes d'Histocompatibilité	41 425	39 503	1 922	4,9%
Autres actes	1 175	5 079	-3 904	-76,9%
Sous-Total Activités de biologie	42 600	44 582	-1 982	-4,4%
Activités de Soins	12 370	11 458	912	8,0%
Activités de Banque de tissus	7 651	6 215	1 436	23,1%
Activités de Thérapie cellulaire	16 120	14 778	1 342	9,1%
Activités de Biothèque	92	94	-2	-2,4%
Autres	7 970	5 477	2 493	45,5%
Sous-Total Autres prest. de services médicales	44 203	38 022	6 181	16,3%
Total Prestations de services	86 803	82 604	4 199	5,1%
Autres produits des activités annexes	3 484	3 302	182	5,5%
Total Activités non transfusionnelles	90 287	85 906	4 381	5,1%

✓ **Les activités de biologie**

Il s'agit des examens de biologie hors immunohématologie qui regroupent les actes d'hématologie (dont la cytologie, l'hémostase et l'hémo-chimie), d'immunologie (dont la sérologie virale, bactérienne et parasitaire), d'histocompatibilité (dont les phénotypages HLA¹, les recherches d'anticorps, les cross match et la gestion du fichier des donneurs de moelle ainsi que celle des receveurs).

Le chiffre d'affaires 2023 des activités de biologie est en baisse de 2,0 M€ par rapport à l'année 2022 (-4,4%) :

- Histocompatibilité : +1,9 M€ en lien avec l'activité des greffes.
A fin décembre 2023, les actes redondants annulés pour le HLA ont représenté 13 882 actes, soit un montant de 2 332 K€ (versus 2 273 K€ à fin décembre 2022).
- Sur les autres activités de laboratoires, la baisse totale est de 3,9 M€ principalement suite au transfert en Bourgogne Franche Comté du LHIR au CHU de Besançon.

✓ **Les autres prestations de services médicales**

Ces prestations regroupent les soins, les banques de tissus, la thérapie cellulaire, la biothèque donneurs et receveurs et d'autres prestations diverses.

Le chiffre d'affaires relatif aux autres prestations de services médicales augmente de 6,2 M€ soit +16,3% par rapport à 2022. Cette évolution résulte principalement des effets suivants :

- L'activité de soins enregistre une hausse de 0,9 M€ (+8,0%) ;
- Les activités de banque de tissus augmentent de 1,4 M€ (+23,1%) en lien notamment avec une augmentation tarifaire appliquée sur certains tissus : cornées +1,0 M€, vaisseaux +0,3 M€ et peaux +0,1 M€ ;
- Le chiffre d'affaires de la thérapie cellulaire augmente de 1,3 M€ ;
- L'activité MTI est en croissance de 1,6 M€ (+0,8 M€ en Auvergne Rhône Alpes, +0,7 M€ en Bourgogne Franche Comté, et 0,1 M€ en Centre Pays de la Loire) ;
- Les prestations de recherche sont en hausse de 0,2 M€ ;

✓ **Les autres produits d'activités annexes**

Il s'agit de la facturation des formations de Campus EFS, de frais de ports et accessoires et de la refacturation des frais de locaux mis à disposition. Ils s'élèvent à 3,5 M€ en 2023, en hausse de 0,2 M€ par rapport à 2022 (+5,5 %) dont +0,07 M€ pour les formations et +0,1 M€ pour les locaux.

4.1.1.3 Le chiffre d'affaires relatif aux ventes de marchandises

Le chiffre d'affaires relatif aux ventes de marchandises s'élève à 1,6 M€ en 2023, en hausse de 0,2 M€ par rapport à 2022. Il est composé du plasma PLYO (+0,1 M€), de ventes de tissus (+0,2 M€) et de petits matériels divers (-0,8 M€).

¹ Human Leukocyte Antigen

4.1.1.4 Les autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation (165,5 M€) sont en hausse en 2023 de 44,1 M€ par rapport au réel 2022 (+36,3%).

Autres produits d'exploitation				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Reprises sur amortissements et provisions	94 946	76 021	18 925	24,9%
Subventions d'exploitation	59 314	26 433	32 880	124,4%
Autres produits de gestion courante	8 555	7 567	988	13,1%
Transfert de charges d'exploitation	750	619	131	21,2%
Production stockée	3 561	3 458	103	3,0%
Produits de cession d'actifs	7 381	7 362	19	0,3%
Total Autres produits d'exploitation	174 507	121 461	53 046	43,7%

Ils s'analysent de la façon suivante :

✓ Subventions d'exploitation

Les subventions, à hauteur de 59,3 M€ en 2023, sont en augmentation de 32,9 M€ par rapport à 2022 avec la hausse de la subvention de la CNAM de 33,2 M€.

Les principales subventions versées en 2023 sont les suivantes :

- Une subvention de 54,7 M€ versée par la CNAM ;
- Les subventions versées par l'Agence de Biomédecine (ABM) à hauteur de 1,9 M€, au titre du plan greffe dans le cadre de la constitution d'un fichier de donneurs de moelle osseuse (13 910 typages) ;
- Des subventions au titre de la recherche pour 2,0 M€ notamment pour l'activité de production de médicaments de thérapie innovante (MTI) et le projet Ecell qui bénéficie d'un financement de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) :
 - 0,4 M€ en Bourgogne Franche Comté (Ecell, Mimédi...) ;
 - 0,4 M€ en Centre Pays de la Loire (Génésis, Stellar ...) ;
 - 0,3 M€ en Auvergne Rhône Alpes (Ecell...) ;
 - 0,2 M€ en Grand Est (ANR...) ;
 - 0,1 M€ en Ile de France (Maxibone, Mefisto...) ;
 - 0,1 M€ en Bretagne (Ecell...) ;
 - 0,1 M€ en Occitanie (ANR...) ;
 - 0,4 M€ dans les autres régions ;
- Des subventions versées par d'autres organismes ainsi que des subventions de fonctionnement locales (CPAM, collectivités locales) pour 0,7 M€.

✓ Autres produits de gestion courante

Les autres produits de gestion courante s'élèvent à 8,6 M€ en 2023, en augmentation de 1,0 M€ par rapport à 2022. Ils sont principalement constitués, en 2023, d'une créance liée à la mise en place d'une nouvelle méthodologie de calcul de prorata de TVA validée par rescrit de 5,0 M€, mais aussi de divers produits de gestion sur des années antérieures et de produits liés aux brevets et licences déposés par l'EFS.

✓ Reprises sur amortissements et provisions d'exploitation

Le montant des reprises s'élève à 94,9 M€, soit +18,9 M€ par rapport à l'exercice 2022. Ce poste s'analyse en liaison avec les dotations aux provisions notamment sur stocks et encours détaillées avec les charges d'exploitation.

✓ **Transferts de charges d'exploitation**

Ce poste, d'un montant de 0,8 M€, est en augmentation de 0,1 M€ par rapport à 2022 (remboursements de sinistre en Hauts de France Normandie, participation du CHRU de Tours aux frais de garde de nuit EFS...).

✓ **Variations de stocks et production immobilisée**

Ce poste, à hauteur de 3,6 M€, augmente de 0,1 M€ par rapport à 2022.

La variation de stocks de 3,6 M€ est liée aux produits suivants :

- CGR pour 0,4 M€ ;
- Plasma sécurisé et en cours de sécurisation issu de sang total pour 0,8 M€ ;
- Plasma sécurisé et en cours de sécurisation issu d'aphérèse pour 0,4 M€ ;
- Unités de Sang Placentaire pour 0,7 M€ ;
- Plasma matière première pour le fractionnement pour 0,8 M€ ;
- Plasma IA issu de sang total pour 0,1 M€ ;
- PSL Non Thérapeutiques pour 0,5 M€ ;
- Réactifs pour 0,1 M€ ;
- Tissus pour -0,1 M€ ;
- Plaquettes pour -0,1 M€.

Par rapport au réel 2022, l'écart de 0,1 M€ sur la production immobilisée et les variations de stocks est principalement lié aux variations suivantes :

- CGR pour -0,2 M€ ;
- Plasma sécurisé et en cours de sécurisation issu de sang total pour -0,1 M€ ;
- Plasma sécurisé et en cours de sécurisation issu d'aphérèse pour 0,7 M€ ;
- Plasma matière première pour le fractionnement pour 0,2 M€ ;
- Plasma IA issu de sang total pour 0,1 M€ ;
- Tissus pour -0,3 M€ ;
- Plaquettes pour -0,2 M€.

✓ **Produits de cessions d'éléments d'actifs**

En 2023, les produits de cessions d'éléments d'actifs cédés sont de 7,4 M€, au niveau du réel 2022. En 2023, la vente du site de Saint Laurent du Var (Provence Alpes Côte d'Azur Corse) a pu être réalisée à hauteur de 5,0 M€ en juin.

4.1.2 Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation de l'exercice 2023 sont en hausse de 33,1 M€ (+3,2%) par rapport au réel 2022.

Charges d'exploitation				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Achats d'approvisionnements consommés	-217 598	-202 221	-15 377	7,6%
Services extérieurs	-157 771	-154 933	-2 838	1,8%
Frais de personnel	-554 211	-544 130	-10 081	1,9%
Dotation aux amortissements et aux provisions	-124 115	-122 617	-1 498	1,2%
Autres charges	-15 608	-12 306	-3 302	26,8%
Charges d'exploitation	-1 069 303	-1 036 207	-33 096	3,2%

4.1.2.1 Les achats d'approvisionnements consommés

L'analyse réalisée ci-dessous est effectuée sur la base des consommations, c'est-à-dire des niveaux d'achats auxquels sont additionnées les variations de stocks.

Achats consommés de marchandises				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Consommation de fournitures médicales	-180 628	-178 110	-2 518	1,4%
dont Réactifs	-67 970	-67 072	-898	1,3%
dont Poches	-30 657	-30 970	313	-1,0%
dont Kits	-48 030	-46 930	-1 100	2,3%
dont Filtres	-46	-64	18	-28,6%
dont Autres fournitures médicales	-33 925	-33 075	-851	2,6%
Autres produits pharmaceutiques	-8 906	-8 325	-581	7,0%
Autres fourniture & petit mat trans	-22 554	-21 636	-918	4,2%
Fournitures d'hygiène et d'entretien	-2 466	-3 114	648	-20,8%
Consommation de Mat 1ère	-16	-39	23	-58,6%
Consommation de fournitures non-médicales	-35 623	-22 902	-12 721	55,5%
Fournitures informatiques et de bureau	-2 718	-3 499	781	-22,3%
Alimentation	-7 283	-6 749	-535	7,9%
Combustibles eau et énergie	-23 309	-9 904	-13 405	135,3%
Autres fournitures non-médicales	-2 312	-2 750	437	-15,9%
Remises rabais ristournes	181	119	61	51,5%
Achats consommés de marchandises	-1 512	-1 290	-222	17,2%
Achats d'approvisionnement	-217 598	-202 221	-15 377	7,6%

Les achats d'approvisionnement sont en augmentation de 15,4 M€ en 2023 versus 2022. Les dépenses d'énergie portent à elles seules 87% de cette hausse avec une augmentation de 13,4 M€ sur ce poste, réparties en +11,7 M€ sur l'électricité et +1,9 M€ sur le chauffage, les autres combustibles diminuant de 0,2 M€. Le coût de l'électricité a été multiplié par 3,2, le coût du chauffage a été multiplié par 2, soit une dépense totale sur ces deux postes de 20,8 M€. L'établissement n'a, à ce titre, bénéficié d'aucun amortisseur financier particulier.

L'augmentation sur les autres postes se situe principalement sur :

- Les réactifs, avec la généralisation du dépistage du VHE début 2023 qui impacte défavorablement les dépenses de réactifs de 1,7 M€, hausse partiellement compensée par un effet quantité de 0,8 M€ sur les réactifs LABM en lien avec une moindre activité (-6,2%) ;
- Les kits, en hausse de 1,1 M€ principalement sur les prélèvements d'aphérèses plasmatiques et autres (+1,7 M€) avec un effet quantité sur les aphérèses plasmatiques de 1,2 M€ en lien avec la forte augmentation de l'activité de ces prélèvements (+35,3%) et un effet de -0,4 M€ sur les aphérèses autres avec une activité en retrait de 4,3%. L'augmentation des tarifs sur les kits d'aphérèses génère un effet prix de 0,9 M€. La moindre consommation de kits plaquettes IA et Tacs DS en raison de la diminution de l'activité et du prix moyen génère une baisse des dépenses de 0,3 M€ ;
- Les consommations de poches sont en diminution de 0,3 M€ essentiellement en lien avec la baisse de 4,5% sur l'activité de prélèvement ;
- Le poste « autres fournitures médicales » affiche une augmentation de 0,9 M€ principalement sur le petit matériel de laboratoire des activités de QBD en lien avec la généralisation du dépistage du VHE.
- Les consommations d'autres produits pharmaceutiques augmentent de 0,6 M€ ;
- La fin de la crise sanitaire génère une baisse à hauteur de 0,6 M€ de l'achat de masques et diverses solutions hydro alcooliques ;
- Sur les autres postes de fournitures non médicales, l'alimentation donneurs augmente de 0,5 M€ du fait de la hausse des prix sur ces achats. Les fournitures informatiques, de bureau ainsi que les autres fournitures non médicales diminuent de 1,2 M€.

4.1.2.2 Les services extérieurs

Services extérieurs				
K€	RE 2023	Réel 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Sous-traitance générale	-2 387	-2 866	479	-16,7%
Locations immobilières et mobilières	-44 498	-38 308	-6 191	16,2%
Entretien et réparations	-30 558	-30 510	-48	0,2%
Primes d'assurances	-1 729	-1 584	-145	9,1%
Transports	-19 988	-19 607	-381	1,9%
Déplacements missions et réceptions	-5 311	-5 301	-10	0,2%
Frais postaux et de télécommunications	-7 508	-7 634	126	-1,7%
Autres charges externes	-45 793	-49 123	3 330	-6,8%
Total Charges Externes	-157 771	-154 933	-2 838	1,8%

Par rapport à 2022, l'inflation s'est diffusée en 2023 principalement sur les postes de charges locatives (par le biais de revalorisations tarifaires du fait notamment de la hausse de l'énergie), de maintenances logicielles, de coût de transport (renouvellements de marchés) et de frais de déplacements. L'Etablissement a réussi à contenir au maximum l'effet de l'inflation par une politique de restriction des dépenses (à savoir la réduction des missions/réceptions, report de tout entretien et honoraire non nécessaires à la continuité d'activité).

Les principaux écarts entre 2022 et 2023 se situent sur les postes de charges externes suivants :

- **La sous-traitance** (-0,5 M€) principalement sur des prestations sur la recherche et les MTI (notamment de contrôle qualité) ;
- **Les locations immobilières** (28,6 M€) en augmentation de 2,8 M€ par rapport à 2022 (+10,8%). Les principales hausses sont sur l'établissement Provence Alpes Côte d'Azur Corse (+0,3 M€) suite au déménagement de l'IH sur le CHU de Nice Pasteur, l'installation sur l'hôpital d'Ajaccio et la location d'un départ collecte sur Saint Laurent du Var ; +1,0 M€ sur l'établissement Ile de France du fait des revalorisations de loyers (dont +10 € par m² sur les loyers APHP) et des charges locatives; +0,4 M€ sur l'établissement Auvergne Rhône Alpes en lien avec la nouvelle MDD de Lyon Part Dieu et des revalorisations de loyers ; +0,6 M€ sur l'établissement Nouvelle Aquitaine sur les charges locatives des CH du fait de l'augmentation de l'électricité et +0,4 M€ sur le siège (prise en compte d'une augmentation des loyers et charges locatives en lien avec l'évolution de l'indice des loyers des activités tertiaires) ;
- **Les locations mobilières** (15,9 M€) en augmentation de 3,4 M€ (+27,2%) dont +1,5 M€ sur les locations informatiques en Actions Nationales, principalement sur la Direction des Systèmes d'Informations (+0,9 M€ pour la gestion : abonnement SAP HANA en année pleine, nouvel outil SAC Planning, +0,4 M€ pour le renforcement de la sécurité des systèmes d'informations, +0,3 M€ sur les outils digitaux, +1,1 M€ sur les locations d'équipements (principalement pour les nouveaux automates de QBD) et +0,6 M€ sur les locations de matériel de transport (notamment pour des véhicules électriques) sur les établissements régionaux ;
- **Les frais d'entretien et les réparations**, stables par rapport à 2022 : l'augmentation sur les maintenances de logiciels en Actions Nationales (+1,5 M€) du fait de l'inflation sur certains contrats (maintenance SAP, Palo Alto, Citrix, serveurs nationaux et régionaux), d'une nouvelle maintenance de l'outil CRM-Innovadon compensée par la diminution de la maintenance sur le matériel médical (impact des nouveaux marchés QBD avec la gratuité des maintenances sur 2023) et le report de tout entretien jugé non indispensable à la continuité d'activité ;
- **Les primes d'assurance** en augmentation de 0,1 M€ par rapport à 2022 (la baisse de l'assurance responsabilité civile suite au nouveau marché est notamment compensée par l'augmentation des assurances liées aux transports) ;
- **Les frais de transport** (20,0 M€) en augmentation de 0,4 M€ (+1,9%) essentiellement sur l'établissement Provence Alpes Côte d'Azur Corse suite au renouvellement du marché avec une inflation de 10% ;

- **Les frais de déplacements, missions et réceptions** en diminution de 0,3 M€ grâce à la politique de restriction mise en place sur 2023 (augmentation des réunions à distance, réduction des temps de cohésion, recours généralisé à la seconde classe pour les déplacements en train et à la classe économique pour ceux en avion) malgré une inflation particulièrement forte sur ce secteur.
- **Les frais postaux et de télécommunications** sont légèrement en baisse (-0,1 M€ soit -1,7%) par rapport à 2022 : les hausses sur les liaisons informatiques en Actions Nationales (+0,2 M€ essentiellement pour le réseau Wan d'Orange) étant compensées par la diminution des affranchissements et frais de routage (actions marketing et communication non engagées) ;
- **Les autres charges externes** diminuent de 3,0 M€ dont -1,1 M€ sur les honoraires en Actions Nationales (honoraires juridiques, brevets, études et accompagnement de projets en 2022), -1,1 M€ sur les prestations informatiques dont principalement -0,4 M€ en Actions Nationales en lien avec la sécurité informatique et -0,3 M€ sur l'établissement Provence Alpes Côte d'Azur Corse suite à l'arrêt en 2023 de la prestation d'accompagnement de la dette technique mise en place en 2022 et -1,2 M€ de prestations diverses sur les établissements régionaux grâce à la politique de maîtrise des dépenses déployée par l'EFS à compter d'octobre 2022 et qui s'est poursuivie sur l'année 2023.

4.1.2.3 Les frais de personnel

Les frais de personnel rapportés au chiffre d'affaires représentent **62,7%** en 2023 contre **62,3%** en 2022. Cette hausse fait suite à la croissance des dépenses de personnel, malgré une baisse des effectifs, expliquée par :

- L'effet année pleine de la mesure d'augmentation générale de 3,5% au 1^{er} novembre 2022 ;
- La RMPP classique de l'établissement avec notamment une augmentation de la prime d'expérience.

4.1.2.3.1 Evolution des effectifs

Les effectifs moyens annuels relatifs aux frais de personnel mentionnés ci-après sont au nombre de **8 525,3** équivalents temps plein annuels (ETPA) au titre de l'exercice 2023, contre :

- - **8 492,2 ETPA** sur l'exercice 2020 ;
- - **8 535,5 ETPA** sur l'exercice 2021 ;
- - **8 570,8 ETPA** sur l'exercice 2022 ;

ETPA par contrat

Permanents / Temporaires				
ETPA	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Effectifs Permanents	7 834,9	7 803,6	31,3	0,4%
Contrats CDI	7 626,4	7 562,6	63,8	0,8%
Contrats MAD	208,5	241,0	-32,5	-13,5%
Effectifs Temporaires	690,3	767,2	-76,9	-10,0%
Contrats CDD	168,9	158,3	10,6	6,7%
Contrats INTERIM	521,4	608,9	-87,5	-14,4%
Effectifs Permanents et Temporaires	8 525,3	8 570,8	-45,6	-0,5%

Concernant l'analyse d'écarts entre le réel 2023 et le réel 2022 :

Une diminution de **45,6 ETP** est à noter entre les deux exercices, cela fait suite aux gels de postes volontaires de l'établissement pour respecter le budget rectificatif.

Une augmentation de **63,8 ETP** sur les contrats CDI est à noter, l'augmentation générale de 3,5% passée en novembre 2022 a permis de stabiliser certaines populations, notamment celle des IDE et des techniciens de laboratoire.

La baisse importante sur les mis à disposition **(-32,5 ETP)** est expliquée par les départs naturels à la retraite non remplacés sur ce type de contrat.

La décroissance sur le volet intérim **(-87,5 ETP)** est liée notamment à la baisse du niveau d'absentéisme (-1,4 points de pourcentage), objectif fort de l'établissement sur l'année 2023.

ETPA par activité

ETP par Activité				
ETPA	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 - RE 2022	
			En ETP	En %
1 - Activité transfusionnelle	6 159,4	6 165,2	-5,8	-0,09%
1.1 Prélèvements	2 884,4	2 888,8	-4,5	-0,16%
1.2 Qualification du don	227,7	235,1	-7,4	-3,16%
1.3 Production	478,0	483,2	-5,2	-1,07%
1.4 Contrôle qualité	177,4	170,6	6,9	4,03%
1.5 Distribution / IHR	2 287,3	2 285,1	2,2	0,10%
1.6 Biothèque	21,3	23,0	-1,7	-7,54%
1.7 Négoce	0,1	0,2	0,0	-25,57%
1.8 Non Thérapeutiques	47,7	44,3	3,4	7,70%
1.9 CNRGS	35,5	35,0	0,6	1,62%
2 - Activité annexes et connexes	549,0	594,2	-45,2	-7,60%
2.1 LABM	230,1	271,8	-41,8	-15,36%
2.2 Soins	78,6	81,8	-3,2	-3,93%
2.3 Banque de tissus	44,2	44,0	0,2	0,43%
2.4 Thérapie cellulaire	103,6	105,2	-1,6	-1,54%
2.5 Production de réactifs et autres	76,1	71,8	4,3	6,03%
2.6 Formation enseignement	16,4	19,4	-3,1	-15,91%
3 - Recherche	170,3	163,7	6,7	4,07%
4 - Support	1 538,9	1 542,2	-3,3	-0,21%
5 - Personnel Mission Nationale	23,0	24,9	-1,9	-7,73%
6 - Instances Représentatives	84,6	80,7	4,0	4,92%
Total des Activités	8 525,3	8 570,8	-45,6	-0,53%

Les variations des effectifs par activité entre le réel 2023 et le réel 2022 s'expliquent de la manière suivante :

- Une majeure partie de cette diminution est en lien avec les efforts de l'établissement afin de respecter le budget rectificatif. Cela a été possible sur une partie des activités grâce à la baisse du taux d'absentéisme (1,4 points de pourcentage) et les gels de postes ;
- L'augmentation de **3,4 ETP** sur l'activité Non Thérapeutiques fait suite à une augmentation du chiffre d'affaire **(+0,7 M€)** ;
- La baisse de **41,8 ETP** sur le LABM est expliquée par le transfert de cette activité au CHU de Besançon pour la région Bourgogne-Franche-Comte ;
- La croissance de **6,7 ETP** sur l'activité recherche est essentiellement expliquée par les projets MTI.

4.1.2.3.2 Evolution des frais de personnel

Les frais de personnel s'établissent pour l'année 2023 à **554,2 M€** en augmentation de **10,1 M€ (+1,9%)** par rapport à la réalisation 2022 et constituent **51,7 %** des charges d'exploitation de l'établissement contre **52,5%** l'année précédente.

Evolution de la masse salariale par rubrique pour le Réel 2023

Charges de personnel				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Rémunérations et autres charges du personnel	-361 684	-351 816	-9 867	2,8%
Mises à disposition de personnel	-18 008	-19 302	1 294	-6,7%
Charges sociales et fiscales sur les rémunérations	-142 508	-138 820	-3 688	2,7%
Produit résultant du CICE				
Personnel intérimaire	-33 625	-36 486	2 861	-7,8%
Transfert de charges de personnel	1 614	2 294	-681	-29,7%
Total charges de personnel	-554 211	-544 130	-10 081	1,9%

Les charges de personnel augmentent de **10,1 M€** entre le réel 2023 et le réel 2022. Plusieurs faits saillants sont à noter :

- L'effet année pleine de la mesure d'augmentation générale de 3,5% passée en novembre 2022 ;
- La campagne d'évolution annuelle (RMPP à 1,8%) ;
- Des indemnités journalières de la Sécurité sociale perçues moins importantes en lien avec une amélioration significative du taux d'absentéisme (-1,4 points de pourcentage).
- Ces effets ont été en partie absorbés par :
 - Une baisse de **45,6 ETP** ;
 - La prime exceptionnelle versée en juillet 2022 (**3,3 M€** charges comprises) non reconduite sur 2023 ;
 - Une diminution des frais pédagogiques de formation (**600 K€**).

4.1.2.4 Les autres charges

Les autres charges de l'exercice 2023 s'élèvent à 15,6 M€, en hausse de 3,3 M€ par rapport à 2022 et de 7,2 M€ par rapport au budget rectificatif 2023 :

Autres charges d'exploitation				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Impôts et taxes	-1 047	-4 958	3 910	-78,9%
Créances irrécouvrables	-1 796	-271	-1 526	563,9%
Subventions et contrib versées aux 1/3	-1 041	-1 931	890	-46,1%
Valeur comptable éléments d'actif cédés	-1 658	-1 833	175	-9,5%
Autre	-10 065	-3 314	-6 751	203,8%
Total	-15 608	-12 306	-3 302	26,8%

Cette hausse est principalement liée à la comptabilisation sur les actions nationales des remises gracieuses des débits dans le cadre de l'affaire Mérel (5,3 M€) ainsi que la non-valeur relative à la créance de M. Garretta (1,6 M€). Ces deux éléments n'ont aucun impact financier sur le résultat global, des reprises de provision d'égal montant ayant été effectuées. Sur les charges « autre », il est à noter également le paiement de pénalités au LFB sur les livraisons 2022 de plasma pour fractionnement à hauteur de 2,0 M€. La validation de la nouvelle méthode de calcul du prorata de TVA génère en 2023 une baisse des impôts et taxes de 2,1 M€.

4.1.2.5 Les dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions pour l'exercice 2023 s'analysent comme suit :

Dotations aux provisions				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Amortissements des immobilisations	-41 835	-40 650	-1 186	2,9%
Provisions sur stocks et en cours	-71 192	-70 402	-791	1,1%
Provisions sur comptes clients	-377	-88	-289	327,0%
Provisions pour risques et charges de fonctionnement	-5 619	-10 054	4 435	-44,1%
Provisions pour dépréciation	-176	-277	101	-36,6%
Provisions pour risques et charges	-4 916	-945	-3 971	420,4%
Provisions pour contentieux transfusionnels SACD		-202	202	-100,0%
Total	-124 115	-122 617	-1 498	1,2%

4.1.2.6 Les dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements sont en augmentation de 1,2 M€ par rapport au réalisé 2022 (+2,9%) principalement en Actions Nationales (Innovadon dont l'outil de CRM, migration vers SAP HANA, portail SAP, continuité des services informatiques PRA 2H).

4.1.2.7 Les dotations aux provisions

Les dotations aux provisions en 2023 (82,3 M€) sont à analyser en liaison avec les reprises de provisions qui s'élèvent à 94,8 M€ :

Dotations et reprises sur provisions				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Dotation - Stocks et Encours	-71 192	-70 402	-791	1,1%
Reprise - Stocks et Encours	70 339	69 049	1 290	1,9%
Dotation nette - Stocks et Encours	-853	-1 353	499	-36,9%
Dotation - Clients	-377	-88	-289	327,0%
Reprise - Clients	7 026	56	6 970	12384,9%
Dotation nette - Clients	6 649	-32	6 681	-20811,6%
Dotation - Risque et Charges de fonct	-5 619	-10 054	4 435	-44,1%
Reprise - Risque et Charges de fonct	16 067	5 731	10 336	180,3%
Dotation nette - Risque et Charges de fonct	10 448	-4 322	14 771	-341,7%
Dotation - Risque prud'hommes	-4 916	-945	-3 971	420,4%
Reprise - Risque prud'hommes	808	460	348	75,5%
Dotation nette - Risque prud'hommes	-4 108	-484	-3 623	748,3%
Dotation - Risque pour dépréciation				
Reprise sur provisions - pour dépréciation	5	93	-87	-94,3%
Dotation nette - Risque pour dépréciation	5	93	-87	-94,3%
Dotation - Risque pour dépréciation immo	-176	-277	101	-36,6%
Reprise - Risque pour dépréciation immo	279	131	148	112,8%
Dotation nette - Risque pour dépréciation immo	103	-146	249	-170,6%
Dotation - Contentieux transfu SACD		-202	202	-100,0%
Reprise - Contentieux transfu SACD	273	501	-227	-45,4%
Dotation nette - Contentieux transfu SACD	273	299	-25	-8,4%
Dotation nette - Total	12 518	-5 946	18 464	-310,5%

En 2023, la reprise nette s'élève à 12,5 M€, par rapport à une dotation nette 2022 de -5,9 M€ soit une variation positive entre les deux exercices de 18,5 M€ dont :

- Reprise nette sur les stocks et en-cours de 0,5 M€ dont principalement :
 - Des reprises nettes de 0,2 M€ sur les stocks UPR, 0,4 M€ sur les PLER et 0,3 M€ sur les tissus ;
 - Une dotation nette de 0,5 M€ sur le plasma thérapeutique.
- Reprise sur provision pour autres créances a été comptabilisée en contrepartie des remises gracieuses des débits des 2 ACS de Bretagne (5,3 M€) ainsi que la non-valeur relative à la créance de M. Garretta (1,6 M€) ;
- Reprise nette des provisions pour risque et charges de fonctionnement de 14,8 M€ ; les principales dotations et reprise de l'exercice sont les suivantes :
 - Une reprise de provision pour risque de pénalités sur le contrat de ventes au LFB pour 2,6 M€ ;
 - Une reprise de provision pour demandes d'indemnités d'imprévision sur les marchés publics pour 1,2 M€ ;
 - Une reprise de provision liée au redressement fiscal pour 0,9 M€ ;
 - Une reprise de provision complémentaire liée à la régularisation de TVA sur les immobilisations de 0,9 M€ ;
 - Une reprise des provisions sur les déductions de TVA de 2020 et 2021 de 7,2 M€ suite à la validation d'une nouvelle méthode de calcul du prorata de TVA ;
 - Une provision pour risque sur des partenariats de 0,6 M€ ;
 - Une provision liée au marché de 0,3 M€ ;
- Dotation en 2023 d'une provision suite à l'arrêt de la cour de cassation sur le traitement des congés payés pendant un arrêt maladie pour 4,5 M€ ;
- Reprise de provision liée aux contentieux Tiers payeur de 0,2 M€, pas de nouvelle dotation en 2023.

4.2 Analyse du résultat financier

Le résultat financier de l'EFS au 31 décembre 2023 se présente comme suit :

Résultat financier				
K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Revenus des valeurs mobilières de placement	25	2	23	1002,6%
Reprises sur provisions et transferts de charges	81	176	-95	-54,0%
Autres produits financiers	1 177	986	192	19,4%
Produits Financiers	1 283	1 164	119	10,3%
Charges d'intérêt	-83	-91	8	-9,1%
Autres charges financières	-799	-689	-110	15,9%
Charges Financières	-882	-781	-101	13,0%
Résultat Financier	401	383	18	5%

Le résultat financier 2023 atteint 0,4 M€ et reste au niveau de 2022 (+0,02 M€).

Les produits financiers s'élèvent à 1,3 M€ et sont constitués principalement des intérêts moratoires sur des créances commerciales pour 1,2 M€.

Les charges financières atteignent 0,9 M€ dont 0,8 M€ de dotations aux provisions pour intérêts moratoires et 0,1 M€ de charges d'intérêts sur l'emprunt banque postale en cours.

4.3 Impôt sur les sociétés – Impôt forfaitaire annuel

✓ **Crédit d'Impôt Recherche (CIR)**

L'EFS a fait le choix lors de sa création d'opter pour le dispositif fiscal du crédit d'impôt en faveur de la recherche. Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) 2023 s'élève à 3,0 M€.

Le CIR 2022 a fait l'objet d'un complément de 0,1 M€ en 2023 suite à une modification. Au total, le CIR est en hausse de 0,1 M€ entre les 2 années de référence.

✓ **Impôt sur les Sociétés (IS)**

L'EFS n'est pas soumis à l'IS au titre de 2023 en raison d'un résultat fiscal négatif.

✓ **Contrôle fiscal**

Suite à un contrôle fiscal en 2022, l'EFS a réglé en 2023 un redressement sur les CIR 2019 à 2021 de 1,0 M€, provisionné en 2022 à hauteur de 0,8 M€.

5. INVESTISSEMENTS

En 2023, le contexte financier défavorable de l'EFS, fragilisé notamment par la baisse des cessions de CGR, a conduit l'établissement à mettre en place une politique d'économie afin de sauvegarder sa trésorerie. Les dépenses d'investissement ont ainsi été systématiquement questionnées afin de les réduire aux lignes urgentes et indispensables. Cet effort s'est matérialisé dans le budget rectificatif 2023 validé lors du conseil d'administration du 21 juillet avec un niveau d'investissement ramené à 45,3 M€ soit une baisse de 2,5 M€.

En 2023, les investissements s'élèvent à 38,5 M€ soit une baisse de 12,6 M€ par rapport aux investissements 2022 reflétant l'application stricte de la stratégie de restriction des dépenses.

Le tableau ci-dessous présente les écarts du réalisé 2023 et le réel 2022 par type de projets au sein des quatre grandes natures d'investissements :

Structure des investissements

K€	RE2023	RE2022	Δ RE2023 / RE2022	
			K€	%
Projets immobiliers nationaux	6 428	8 531	-2 103	-24,7%
Maisons du don	1 380	1 253	127	10,1%
Projets immobiliers régionaux	4 372	4 258	113	2,7%
Divers immobilier	2 871	2 858	13	0,4%
IMMOBILIER	15 051	16 901	-1 851	-10,9%
Matériel sur projets immobiliers	319	191	128	67,0%
Projets matériel identifiés	2 645	3 129	-483	-15,4%
PPR	5 056	15 993	-10 937	-68,4%
Divers matériel	4 386	4 791	-404	-8,4%
MATERIEL LIE A L'ACTIVITE	12 406	24 103	-11 697	-48,5%
Informatique sur projets immobiliers	51	47	4	9,5%
Projets DSI Nationaux	6 649	5 433	1 217	22,4%
Projets DSI Régionaux	2	548	-546	-99,7%
Divers informatique	165	476	-311	-65,3%
PPR DSI	2 536	2 339	197	8,4%
INFORMATIQUE	9 403	8 843	561	6,3%
Mobilier sur projets immobiliers nationaux	107	125	-18	-14,7%
Mobilier, Véhicules, Divers	1 325	871	455	52,2%
Divers Autres	169	186	-16	-8,8%
AUTRES	1 601	1 181	420	35,5%
TOTAL	38 461	51 028	-12 567	-24,6%

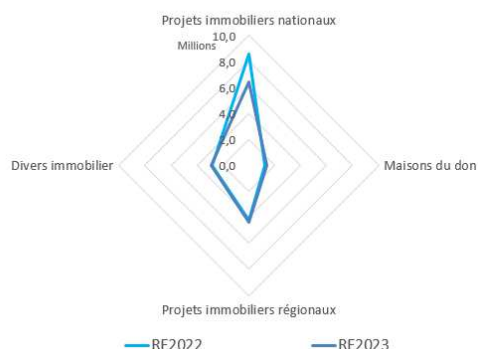
Investissements par nature (En M€)



5.1 Les investissements immobiliers

Les investissements immobiliers sont en recul de 1,9 M€ soit -10,9% par rapport au réalisé 2022. La moindre consommation des investissements immobiliers concerne en premier lieu les projets immobiliers nationaux (programmes supérieurs à 760 K€) en retrait de 2,1 M€ (-24,7%) par rapport au réalisé 2022.

Investissements immobiliers (En M€)



5.1.1 L'immobilier national

Les réalisations 2023 sur l'immobilier national affichent un retrait de 2,1 M€ par rapport au réel 2022. Il représente 17% des dépenses d'investissements soit la même part qu'en 2022.

Parmi les projets nationaux en cours, on peut citer :

- **En Provence Alpes Côte d'Azur Corse**, suite à la vente du site de Saint-Laurent du Var, les travaux de déménagement et d'installation de l'activité du départ collecte sur le CHU ont été effectués en 2023 à hauteur de 0,6 M€ ;
- **En Nouvelle Aquitaine**, la restructuration du site de Bordeaux se poursuit. Les travaux au sous-sol comprennent l'aménagement partiel du laboratoire de biothèque, une partie du plateau de préparation et la salle de cryogénisation de thérapie cellulaire. Enfin, les études pour le réaménagement du laboratoire IHD, zone la plus critique où il est urgent d'intervenir compte tenu des conditions de travail, ont débuté pour une mise en œuvre 2024. En 2023, la consommation s'établit à 1,1 M€ ;
En Bourgogne Franche Comté, les travaux pour le projet de restructuration du laboratoire de l'AICT à Besançon ont été en grande partie réceptionnés en 2022 pour 1,2 M€ et achevés en 2023 pour un montant de 0,5 M€ ;
- **En Bretagne**, les dernières opérations de réception du plateau technique de Rennes ont entraîné une consommation de 0,1 M€ en 2023 portant le coût total du projet à 6,6 M€ ;
- **En Hauts-de-France Normandie** : lancé en 2022, le projet de construction d'un bâtiment regroupant des laboratoires et une unité de production (préparation) des produits sanguins labiles situé sur un terrain dont l'EFS est propriétaire à Lille se poursuit en 2023. Les études menées ont entraîné une consommation de 0,7 M€. Le début des travaux est prévu pour 2024 avec un budget annuel de 2,1 M€. Le montant global de cette opération pluriannuelle atteint 40 M€. Les travaux sur le site d'Amiens menés par l'hôpital ayant pris du retard sur 2022, ont été achevés et réceptionnés sur 2023 pour 1,2 M€ ;
- **En Grand Est**, l'établissement a réalisé en 2023 des travaux de rénovation pour le site de Charleville-Mézières avec une consommation de 0,8 M€ ;
- **En Auvergne Rhône Alpes**, début des travaux de réfection complète pour Chambéry piloté par l'hôpital qui s'élèvent à 0,1 M€ et fin des travaux d'agrandissement de Metz Tessy pour 0,7 M€.

5.1.2 Les Maisons du Don (MDD)

Les investissements sur les projets de maisons du don atteignent 1,4 M€ en 2023 et concernent principalement deux projets :

- **En Auvergne Rhône Alpes** : fort du succès de la maison du don de Lyon située quartier Perrache, un nouveau projet de maison du don proche de la gare Part-Dieu a été validé en 2021. Les travaux ont débuté et été réceptionnés à hauteur de 1 M€ en 2023 pour une livraison prévue début 2024 ;
- **En Ile de France**, les études et travaux préparatoires en vue du projet de la maison du don Zola ont débuté. La consommation est de 0,2 M€ pour 2023. L'achèvement des travaux est prévu pour mi 2024 pour un montant de 1,8 M€.

Pour des montants moins significatifs, on peut noter aussi la fin du projet de maison de plasma sur Hazebrouck et l'installation du wi-fi pour 0,1 M€ ou encore le début des études pour les travaux d'implantation de la future maison du don de Martinique à Fort de France (inauguration prévue en septembre 2024).

5.1.3 Les projets immobiliers régionaux

En 2023, les projets immobiliers régionaux représentent un investissement de 4,4 M€ contre 4,3 M€ en 2022. Il s'agit de projets de rénovation/restructuration, d'installation et d'aménagement spécifiques (GTC, groupes froids, chambres froides, etc..) dont le montant est compris entre 100 K€ et 762 K€.

Parmi les principaux projets, on peut citer :

- **En Centre Pays de Loire** : la poursuite de la sécurisation des installations ABG (MTI) entraîne un investissement de 0,9 M€ sur 2023 ;
- **En Île de France** : le projet de remise à niveau des systèmes de climatisation, chauffage et ventilation sur plusieurs sites parisiens se poursuit et entraîne une consommation de 0,6 M€ en 2023 ;
- **En Bourgogne Franche Comté** : suite au départ du LIHR, la restructuration du laboratoire de contrôle qualité de Besançon a débuté en 2023 pour un coût de 0,3 M€ ;
- **En Hauts de France Normandie** : la rénovation de la toiture du site de Caen, non prévue au budget initial, a entraîné une consommation de 0,3 M€.

5.1.4 Les enveloppes d'entretien et de rénovation

Le « divers immobilier » comprend les enveloppes fongibles gérées par les régions pour les petits travaux destinés à maintenir les sites. Sa consommation atteint 2,9 M€ en 2023.

Sur la base d'un parc immobilier de 311 271 m² de surfaces utiles brutes, ces dépenses représentent un coût de 9,22 € au m² (vs 9,34 €/m² en 2022 et 11,4 €/m² en 2021).

Ce ratio s'élève à 23,27 €/m² lorsqu'on additionne les projets identifiés régionaux aux enveloppes fongibles (à comparer aux 23,24 €/m² en 2022 et 25,0 €/m² en 2021).

5.2 Les investissements matériels

Les investissements matériels liés à l'activité s'élèvent à 12,4 M€ contre 24,1 M€ en 2022. A noter qu'en 2022 les investissements sur le PPR (plan pluriannuel de renouvellement du matériel) atteignaient 16 M€ contre 5,1 M€ en 2023. En 2023, 41% de des investissements matériels restent réalisées au travers du PPR 66% en 2022), 21% sont réalisées sur des projets matériels identifiés et validés par le National et 3% en lien avec des projets immobiliers. Les 35% restants correspondent à des investissements financés sur les enveloppes fongibles directement gérées par les ETS dans le cadre du renouvellement de l'appareil de production.



L'année 2023 est marquée par le fort retrait sur les investissements dédiés au plan pluriannuel de renouvellement du matériel.

5.2.1 Investissements matériels sur projets immobiliers

Les investissements sur projet immobiliers atteignent 0,3 M€ en 2023 en augmentation de 0,1 M€ par rapport à 2022. Les principaux investissements réalisés sont relatifs aux travaux de réhabilitation du sous-sol de site de Bordeaux pour 147 K€, aux travaux du laboratoire AICT de Besançon ou encore à l'aménagement de la seconde maison du don de Lyon.

5.2.2 Projets matériels identifiés

Les investissements matériels sur les projets identifiés s'élèvent à 2,6 M€ contre 3,1 M€ en 2022. Les principaux investissements réalisés sont les suivants :

- Le programme de sécurisation des chambres froides : 83% du budget a été consommé soit 0,9 M€ d'investissements réalisés pour un budget annuel de 1,1 M€ ;
- L'investissement dans les matériels de recherche : 0,4 M€ d'investissements soit 62% du budget consommé ;
- L'acquisition d'un gyrostockeur pour l'activité de distribution sur le site de Grenoble pour 0,4 M€ ;
- L'acquisition de matériels dédiés à l'activité de production de réactifs (UPR) pour 0,2 M€ ;
- L'acquisition de 0,2 M€ de divers matériels pour les activités connexes.

5.2.3 Plan pluriannuel de renouvellement (PPR)

Les investissements matériels réalisés au titre du PPR s'élèvent à 5,1 M€ en 2023 en net recul par rapport à 2022 (-10,9 M€).

Ils concernent principalement l'acquisition de :

- Automates de sérologie pour 1,9 M€ ;
- Séparateurs de prélèvements pour 1,2 M€ ;
- Agitateurs limiteurs pour 0,5 M€ ;
- Cuves azote pour 0,4 M€ ;
- Automates de numération pour 0,3 M€ ;
- Automates IHC pour 0,2 M€ ;
- Centrifugeuses de QBD et de production pour 0,2 M€ ;
- Séparateurs de centre de soins pour 0,2 M€.

5.2.4 Enveloppe fongible

Les investissements matériels fongibles gérés directement par les régions s'élèvent à 4,4 M€ en retrait de 0,4 M€ par rapport à l'exercice 2022.

5.3 Les investissements informatiques

En 2023, les investissements informatiques s'élèvent à 9,4 M€ contre 8,8 M€ en 2022. 71% de ces investissements sont liés aux projets informatiques nationaux (6,6 M€).

Les principales dépenses au niveau national sont les suivantes :

- 1,4 M€ lié à la nouvelle plate-forme Néo,
- 0,7 M€ lié au programme Innovadon,
- 0,6 M€ lié au SI Donneur (Mon rendezVous),
- 0,4 M€ lié aux évolutions du logiciel médico-technique (Inlog),
- 0,4 M€ lié au projet MTI,
- 0,4 M€ lié à la migration SAP Hana,
- 0,3 M€ lié au projet de facturation Innovente,

- 0,3 M€ lié au projet de migration de l'application PSION vers Android,
- 0,3 M€ lié à la sécurisation du système d'information,
- 0,2 M€ lié à la mise en place du nouvel outil budgétaire Sac Planning,
- 0,2 M€ lié à l'acquisition de PC de collecte,
- 0,2 M€ lié au développement de l'outil décisionnel,
- 0,1 M€ pour la refonte du site institutionnel,
- 0,1 M€ lié au développement de l'outil pour le HLA.

En 2023, le plan pluriannuel de renouvellement des matériels informatiques (PPR DSI) piloté par le national, affiche une consommation de 2,5 M€ contre 2,3 M€ en 2022.

Les autres postes pour 0,6 M€ sont constitués du budget bureautique du siège pour 0,2 M€ et des investissements informatiques reliés à des projets immobiliers pour 0,1 M€.

5.4 Les autres investissements

Les autres investissements représentent 1,6 M€ dont :

- 0,1 M€ lié à de l'acquisition de mobiliers sur des projets immobiliers ;
- 0,3 M€ pour l'acquisition de véhicules de prélèvement (0,2 M€ en Auvergne-Rhône-Alpes et 0,1 M€ en Centre Pays de la Loire) ;
- 0,1 M€ dans le cadre du projet national PAPRI Pact ;
- 0,4 M€ lié aux projets HSE.

Toute nature confondue, les investissements réalisés au titre des enveloppes fongibles s'élèvent à 7,6 M€ soit un retrait de 0,7 M€ par rapport à 2022 (-9%).

6. ANALYSE DES EQUILIBRES FINANCIERS

6.1 Variation du fonds de roulement

En 2023, malgré l'augmentation de la capacité d'autofinancement et la forte baisse des investissements, les ressources restent inférieures aux emplois générant une diminution du fonds de roulement de 10,5 M€.

TABLEAU DE FINANCEMENT - EMPLOIS			TABLEAU DE FINANCEMENT - RESSOURCES		
Emplois - K€	RE 2023	RE 2022	Ressources - K€	RE 2023	RE 2022
			Capacité d'autofinancement retraitée	23 562	4 778
Augmentation d'éléments de l'actif brut immobilisé	40 401	52 953	Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé	6 492	5 849
Acquisition d'immobilisations	40 401	52 953	Cessions d'immobilisations	6 492	5 849
Immobilisations incorporelles	4 545	4 060	Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	33 916	46 968	Immobilisations corporelles	5 321	4 667
Immobilisations MAD	0	0	Immobilisations financières	1 171	1 182
Immobilisations financières	1 940	1 925			
Réduction des capitaux propres	0	0	Augmentation des capitaux propres :	1 310	348
Diminution de capital	0	0	Augmentation par dotations / apports	0	0
Diminution des autres capitaux propres	0	0	Augmentation des autres capitaux propres	0	0
Diminution des subventions d'investissement	0	0	Augmentation des subventions d'investissement	1 310	348
			Augmentation des subventions d'investissement MAD	0	0
Remboursement d'emprunt et dettes assimilées	1 500	1 500	Augmentation des emprunts et dettes assimilées	0	0
TOTAL DES EMPLOIS	41 901	54 453	TOTAL DES RESSOURCES	31 364	10 975
Variation du fonds de roulement (ressource nette)			Variation du fonds de roulement (emploi net)	10 537	43 478

6.1.1 Les ressources

En 2023, les ressources de l'EFS augmentent de 20,4 M€ et s'élèvent à 31,4 M€ contre 11,0 M€ en 2022.

Cette évolution s'explique par :

- L'augmentation de la capacité d'autofinancement de 18,8 M€ ;
- La hausse des cessions d'actifs de 0,6 M€ ;
- L'augmentation des subventions d'investissement de 1,0 M€.

6.1.1.1 Capacité d'autofinancement

Capacité d'Autofinancement				
K€	RE2023	RE 2022	Δ RE2023 / RE 2022 K€	%
RESULTAT NET	-8 667	-40 372	31 705	21%
+ Dotations aux amortissements	41 835	40 650	1 186	103%
+ DAP EXPLOITATION	94 058	95 139	-1 081	99%
+ DAP FINANCIERES	801	637	165	126%
- RAP EXPLOITATION	98 662	85 570	13 092	115%
- RAP FINANCIERES	81	176	-95	46%
- QP Financement externe virée au résultat	1 120	1 624	-504	69%
- QP Subvention virée au résultat	941	1 072	-131	88%
- PCEA	5 321	4 667	654	114%
+ VCEA	1 658	1 833	-175	90%
CAF COMPTABLE	23 562	4 778	18 784	493%

La capacité d'autofinancement dégagée au titre de l'exercice 2023 s'élève à 23,6 M€, en hausse de 18,8 M€ par rapport à 2022.

L'augmentation du niveau de la CAF est à mettre en lien avec la hausse de l'EBE qui atteint 15,8 M€ en 2023 soit +18,7 M€ par rapport à 2022.

Remarque : suite au changement de plan de compte intervenu en juin 2020, les charges relatives au compte épargne temps des salariés ne constituent plus des dettes sociales mais une provision pour risques et charges. Afin de conserver une meilleure comparabilité entre exercices dans l'analyse du tableau de financement, il a été décidé de conserver ces charges dans les passifs circulants de l'entreprise. En parallèle, ces charges ont été réintégrées dans le calcul de la capacité d'autofinancement.

6.1.1.2 Cessions ou réductions d'actifs immobilisés

Les produits de cessions des éléments d'actifs corporels s'élèvent à 5,3 M€ au 31 décembre 2023. Ils sont en hausse de 0,7 M€ par rapport à 2022 et correspondent principalement à la cession immobilière du site de Saint Laurent du Var en région Provence Alpes Côte d'Azur Corse pour 5 M€. Les 0,3 M€ restant sont constitués des cessions de véhicules et de matériels pour des valeurs unitaires inférieures à 20 000 €.

Les immobilisations financières correspondent essentiellement à des dépôts, prêts ou cautionnements donnés par l'EFS ainsi que la participation des employeurs à l'effort de construction dont l'EFS s'acquitte sous forme de prêts remboursables sur 20 ans. Ainsi, en 2023, l'EFS a mobilisé des ressources à hauteur de 1,9 M€ à cet effet et perçu des remboursements pour 1,2 M€ en contrepartie.

6.1.1.3 Subventions d'investissements

Les subventions d'investissement s'élèvent à 1,3 M€ en 2023 en augmentation de 1,0 M€ par rapport à 2022. Elles correspondent principalement aux subventions suivantes :

- 0,5 M€ versé par l'état dans le cadre du projet Résilience II pour l'installation de panneaux photovoltaïques en Guadeloupe ;
- 0,5 M€ de subventions ANR pour financer le projet PIBT AIBB (intégrateur biothérapie bioproduction) ;
- 0,1 M€ de subventions de la région Île de France pour le projet sésame et le financement d'un laveur de cellules.

6.1.1.4 Emprunts

En 2023, l'établissement Français du Sang n'a pas mis en place de nouvel emprunt. Pour rappel, un emprunt de 15 M€ a été contractualisé en 2020 auprès de La Banque Postale afin de financer une partie des investissements immobiliers. Le prêt a été mis en place en septembre 2020 pour une durée de 10 ans avec un taux d'intérêt annuel fixe de 0,72%.

6.1.2 Les emplois

Les emplois 2023 sont en baisse de 12,6 M€ par rapport à 2022 passant ainsi de 54,5 M€ à 41,9 M€.

6.1.2.1 Acquisition d'immobilisations

Le montant des acquisitions d'immobilisations s'élève à 40,4 M€ (-12,6 M€ par rapport à 2022 et -7,4 M€ par rapport au budget initial 2023). Elles se décomposent comme suit :

- Immobilisations incorporelles : 4,5 M€ (+0,5 M€ par rapport à 2022) ;

- Immobilisations corporelles : 33,9 M€ (-13,1 M€ par rapport à 2022) ;
- Immobilisations financières : 1,9 M€ (stables par rapport à 2022).

L'analyse des investissements est réalisée dans la partie « 3. Les investissements de l'exercice 2023 ».

6.1.2.2 Réduction des capitaux propres

Aucune réduction des capitaux propres n'est constatée en 2023.

6.1.2.3 Remboursements d'emprunts et dettes assimilées

Le remboursement de dettes effectué en 2023 est identique à celui de l'exercice précédent. En 2023, les remboursements pour 1,5 M€ sont constitués uniquement des échéances de l'emprunt Banque Postale de 15 M€.

Taux d'endettement				
En K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Dettes financières MLT	10 284	11 780	-1 495	-12,7%
Capitaux propres	256 258	265 690	-9 431	-3,5%
Taux d'endettement	4,0%	4,4%		

Taux d'endettement				
En K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Dettes financières MLT	10 284	11 780	-1 495	-12,7%
CAF comptable	23 562	4 778	18 784	393,1%
Taux d'endettement	43,6%	246,5%		

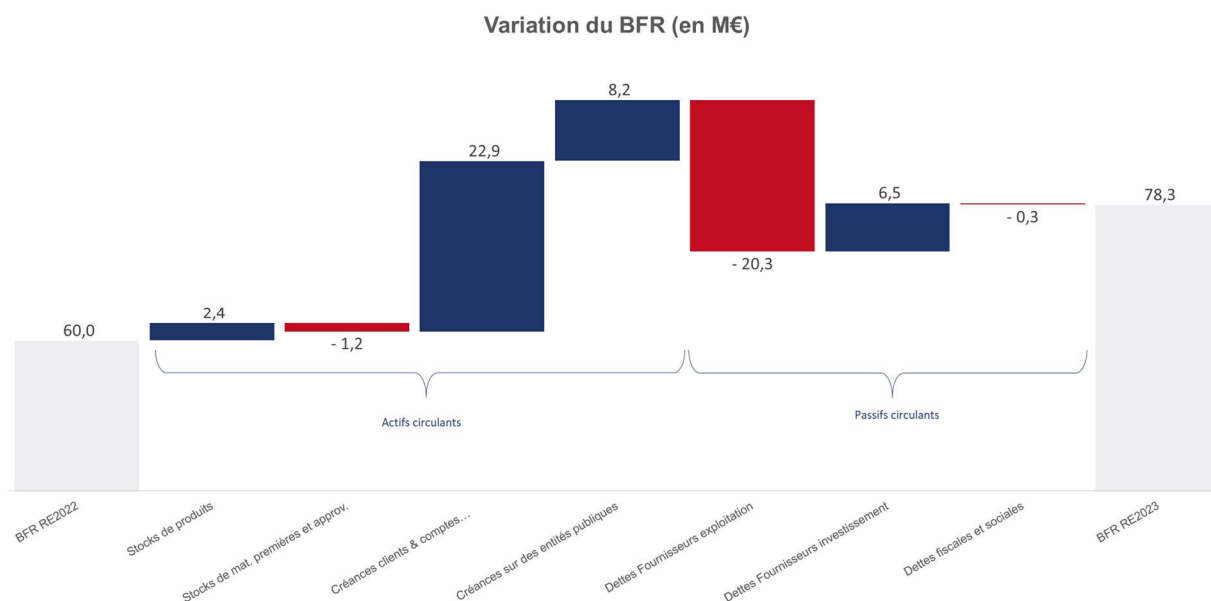
Avec le remboursement de l'emprunt, le niveau d'endettement de l'EFS diminue légèrement entre 2022 et 2023 passant de 4,4% à 4,0% de ses capitaux propres au 31/12/2023.

6.1.3 Variation du besoin en fonds de roulement (« BFR »)

Au 31 décembre 2023, le besoin en fonds de roulement de l'EFS augmente de 18,3 M€ par rapport à l'exercice 2022 passant ainsi de 60,0 M€ à 78,3 M€.

Variation du BFR				
En K€	RE2023	RE2022	Δ RE2023 / RE2022	
			K€	%
Actifs circulants	301 107	268 751	32 355	12,0%
Passifs circulants	222 777	208 727	14 050	6,7%
BESOIN EN FOND DE ROULEMENT	78 329	60 024	18 305	30,5%

Contrairement aux cinq exercices passés, les actifs circulants (stocks + créances) augmentent entre 2022 et 2023 et de façon importante : +32,4 M€ soit +12 %. Les passifs circulants augmentent également mais de façon moindre : +14,1 M€ soit +6,7% entre les deux exercices.



La hausse des actifs circulants consécutive à l'augmentation des créances clients est moins que compensée par la hausse des dettes fournisseurs.

Données financières			
En K€	RE2023	RE2022	Δ RE2023 / RE2022
Actifs d'exploitation :	301 107	268 751	32 355
Stocks et en-cours	70 168	68 952	1 215
Avances et acomptes versés sur commandes	478	163	314
Créances clients	194 690	173 640	21 050
Créances sur des entités publiques (Etat, autres EP)	23 050	14 860	8 190
Autres débiteurs	12 721	11 136	1 586
Dettes d'exploitation :	222 777	208 727	14 050
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0	0
Dettes Fournisseurs	129 046	114 531	14 515
Dettes Fournisseurs investissement	17 915	24 449	-6 533
Dettes Fournisseurs exploitation	111 131	90 083	21 048
Dettes Fiscales et sociales	88 182	87 926	255
Autres créditeurs	5 549	6 269	-720
BFR	78 329	60 024	18 305

6.1.3.1 Actif circulant

En 2023, la hausse des actifs d'exploitation de 32,4 M€ est essentiellement liée à la hausse des créances clients (+21,1 M€) combinée à la hausse des créances sur entités publiques (+8,2 M€) et des stocks de produits dans une moindre mesure (+2,4 M€).

✓ Stocks et en-cours

Entre 2022 et 2023, les stocks et encours augmentent de 1,2 M€ dont + 2,4 M€ sur les produits et -1,2 M€ les approvisionnements.

Le ratio de rotation des stocks s'établit à 28,6 jours de chiffre d'affaires hors taxes en 2023. Il est en augmentation de 0,3 jours par rapport à 2022 du fait d'une augmentation relative plus importante des stocks (+1,8%) par rapport au chiffre d'affaires (+0,7%).

Délai de rotation des stocks			
En K€	RE2023	RE 2022	Δ RE2023 / RE 2022
Matières premières approvisionnements	35 483	36 656	-1 174
En cours de production de biens	6 656	6 604	52
Produits intermédiaires et finis	27 455	25 110	2 346
Marchandises	573	582	-8
Stocks et encours	70 168	68 952	1 215
Chiffre d'affaires HT	883 543	877 381	6 162
En jours de CA HT	28,6	28,3	0,3

✓ Créances clients

Entre 2022 et 2023, le ratio de rotation des créances clients passe de 71,1 à 78,8 jours de chiffre d'affaires TTC. Cette dégradation est liée à l'augmentation importante des créances clients (+21,1 M€ entre les deux exercices).

Délai de rotation des créances Clients			
En K€	RE2023	RE 2022	Δ RE2023 / RE 2022
Chiffres d'affaires TTC	889 871	878 785	11 087
Créances clients et créances rattachées	194 690	173 640	21 050
En jours de CA TTC	78,8	71,1	7,6

✓ Délais d'encaissement et d'apurement de l'encours

Entre 2022 et 2023, le délai de règlement en métropole passe de 56 à 59 jours. Combiné à la hausse des délais de règlement des clients dans les DOM (+67 jours) et spécifiquement dans la zone Antilles, le délai de paiement moyen pondéré atteint 64 jours en 2023 soit une augmentation de 4 jours par rapport à 2022.

Délai moyen	% CA	2023	2022	2021	2020
Hors DOM	96,9%	59	56	58	58
DOM	3,1%	227	160	190	240
Pondéré		64	60	62	64

Entre 2022 et 2023, le délai moyen d'apurement augmente de 2 jours pour atteindre 67 jours.

DSO moyen	% CA	2023	2022	2021	2020
Hors DOM	96,9%	65	63	64	65
DOM	3,1%	131	112	126	122
Pondéré		67	65	66	66

✓ Créances sur des entités publiques

Entre 2022 et 2023, les créances sur les entités publiques augmentent de 8,2 M€ en lien principalement avec le crédit d'impôt recherche pour 1,5 M€ et le crédit de TVA pour 7,5 M€.

6.1.3.2 Passif circulant

Les dettes d'exploitation augmentent de 14,5 M€ entre 2022 et 2023. Cette augmentation est concentrée sur les dettes fournisseurs en hausse de 14,5 M€. A noter que les dettes fournisseurs d'exploitation sont en augmentation de 21,1 M€ alors que les dettes fournisseurs investissements sont en retrait de 6,5 M€.

✓ Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs atteignent 129,0 M€ en 2023 soit une augmentation de 14,5 M€ (+12,7%) dont +21,1 M€ sur les fournisseurs exploitation et -6,5 M€ sur les dettes fournisseurs investissements.

Le ratio de rotation fournisseurs augmente ainsi de 8,9 jours entre les deux exercices pour atteindre 94,2 jours d'achats TTC.

Délai de rotation des dettes Fournisseurs			
En K€	RE2023	RE 2022	Δ RE2023 / RE 2022
Achats, charges externes, MAD et investissements TTC	494 817	483 253	11 564
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	129 046	114 531	14 515
En jours d'achat TTC	93,9	85,3	8,6

✓ Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales évoluent peu entre 2022 et 2023. Elles s'élèvent à 88,2 M€ contre 87,9 M€ en 2022 soit une augmentation de 0,3 M€.

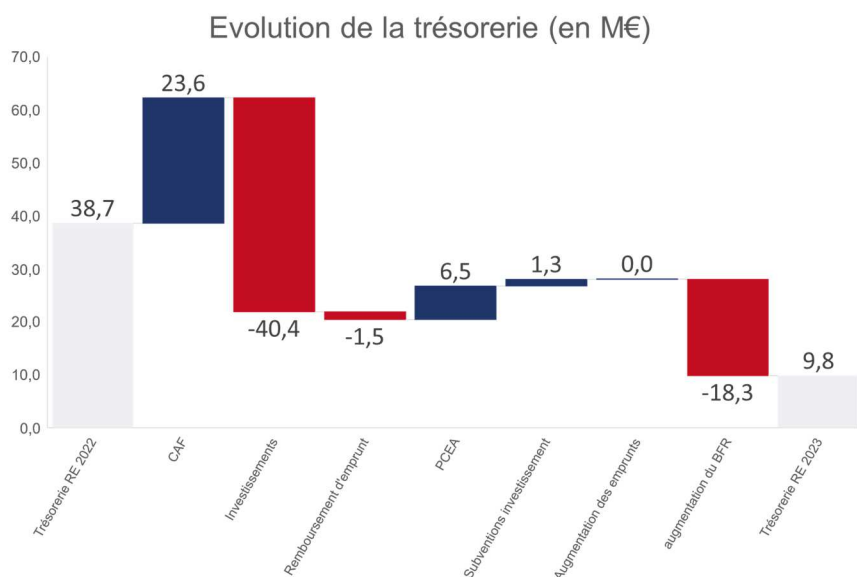
Remarque : suite au changement de plan de compte intervenu en 2020, les charges relatives au compte épargne temps des salariés ne constituent plus des dettes sociales mais une provision pour risques et charges. Afin de conserver une meilleure comparabilité entre exercices dans l'analyse du tableau de financement, il a été décidé de conserver ces charges dans les passifs circulants de l'entreprise. En parallèle, ces charges ont été réintégrées dans le calcul de la capacité d'autofinancement.

6.2 Variation nette de trésorerie

en K€	RE 2023	RE 2022
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	-10 537	-43 478
VARIATION DU B.F.R.	18 305	1 073
VARIATION DE TRESORERIE	-28 842	-44 551
TRESORERIE NETTE	9 840	38 682

K€	RE 2023	RE 2022
FONDS DE ROULEMENT	88 170	98 706
B.F.R.	78 329	60 024
SOLDE DE TRESORERIE	9 840	38 682

Le niveau de trésorerie au 31 décembre 2023 s'élève à 9,8 M€ soit -28,9 M€ par rapport à fin 2022. En effet, la capacité d'autofinancement et la cession des éléments d'actifs ne permettent pas de financer les investissements 2023 et l'augmentation du besoin de fonds de roulement.



7. MENTION SUR LA DECOMPOSITION DE LA DETTE FOURNISSEUR (EN €)

<u>AU 31/12/23</u>	<u>Fournisseurs</u> Français hors groupe	<u>Fournisseurs</u> Etrangers	<u>Fournisseurs</u> Groupe DIAGAST	<u>TOTAL</u>
ECHU A PLUS DE 60 JOURS	4 032 239	9 988		4 042 227
ECHU DE 31 A 60 JOURS	1 307 143	16 915	2 361	1 326 418
ECHU DE 6 A 30 JOURS	3 194 708	3 477	19 375	3 217 560
ECHU A MOINS DE 5 JOURS	1 268 659	4 648	20 666	1 293 972
* Total Echu *	9 802 749	35 027	42 402	9 880 178
NON ECHU A MOINS DE 30 JOURS	32 320 071	3 387 672	405 649	36 113 392
NON ECHU A PLUS DE 30 JOURS	15 180 559	467 067	1 389 508	17 037 133
* Total Non Echu *	47 500 630	3 854 739	1 795 157	53 150 526
<u>TOTAL</u>	57 303 379	3 889 765	1 837 560	63 030 703

La dette totale au 31/12/2023 est en hausse de 2,3 M€ soit +3,8 % par rapport au 31/12/2022 :

Cette variation s'explique comme suit :

- -0,4 M€ de dettes non échues consécutivement à la baisse des dettes non échues à moins de 30 jours pour 1,0 M€ moins que compensée par la hausse des dettes non échues à plus de 30 jours qui augmentent de 0,7 M€.
- +2,7 M€ de dettes échues à fin 2023 avec une très forte augmentation des dettes à moins de 5 jours + 152% soit + 0,8 M€.

Les dettes des fournisseurs étrangers diminuent de -0,6 M€ alors que les dettes des fournisseurs France et Diagast ont augmenté respectivement de 2,0 M€ et 1,0 M€.

Parmi les fournisseurs dont la dette a augmenté en 2022, on peut citer Roche Diagnostics +2,1 M€, Terumo +0,6 M€ ou Beckman Coulter France + 0,5 M€.

Dans les fortes diminutions, les fournisseurs suivants se démarquent : UGAP -1,1 M€, Maco Pharma -0,8 M€, Dentsu France -0,6 M€, Applium -0,6 M€ et Engie -0,6 M€.

Concernant l'AP-HP, la dette a augmenté de 0,3 M€ et s'établit au 31/12/2023 à 2,1 M€.

<u>AU 31/12/22</u>	<u>Fournisseurs</u> Français hors groupe	<u>Fournisseurs</u> Etrangers	<u>Fournisseurs</u> Groupe DIAGAST	<u>TOTAL</u>
ECHU A PLUS DE 60 JOURS	3 247 527	-26 673	466	3 221 319
ECHU DE 31 A 60 JOURS	747 957	-680	0	747 278
ECHU DE 6 A 30 JOURS	2 685 514	55 292	0	2 740 806
ECHU A MOINS DE 5 JOURS	513 814	68	-180	513 702
* Total Echu *	7 194 813	28 007	285	7 223 105
NON ECHU A MOINS DE 30 JOURS	33 131 906	3 289 568	730 394	37 151 867
NON ECHU A PLUS DE 30 JOURS	15 008 980	1 200 668	139 530	16 349 178
* Total Non Echu *	48 140 886	4 490 235	869 924	53 501 045
<u>TOTAL</u>	55 335 699	4 518 242	870 209	60 724 150

8. RESULTAT DE L'EXERCICE ET PROPOSITION D'AFFECTATION DE CELUI-CI

L'exécution budgétaire et comptable de 2023 se solde par un résultat net déficitaire de 8 667 228,33€.

Il est proposé au Conseil d'Administration de l'EFS d'affecter ce résultat en report à nouveau.

9. EVOLUTION PREVISIBLE, PERSPECTIVES D'AVENIR ET EVENEMENTS POST-CLOTURE

9.1 Hypothèses du budget 2024

Le projet d'EPRD 2024 a été élaboré sur la base des hypothèses et faits marquants suivants :

De manière générale, ce budget 2024 est construit **sur une hypothèse d'activité des PSL en diminution de 1,7% par rapport à 2023.**

Le budget 2024 s'inscrit dans la continuité de la tendance observée sur 2023 : une baisse importante des cessions de PSL marquée notamment par une baisse des cessions de concentrés de globules rouges.

L'activité de cessions de CGR aux Etablissements de Santé marque ainsi une **diminution de plus de 137 000 poches entre le réel 2022 et le budget 2024.**

Les cessions de plasmas thérapeutiques enregistrent dans le budget 2024 une nouvelle baisse d'activité par rapport à 2023 (-1,2%). Le plancher de baisse sur cette activité ne paraît pas encore être atteint, les alternatives thérapeutiques continuant à se diffuser sur le territoire.

La tarification des PSL n'évolue pas dans le budget 2024 par rapport à 2023 (après une hausse au 1er janvier 2023 de +3,0%). **La tarification des plaquettes a quant à elle augmenté en moyenne de 12,0% à compter du 1er août 2023, ce qui génère un effet année pleine positif dans le budget 2024 de 7,1 M€.**

Concernant le plasma pour fractionnement, les volumes prévisionnels de cessions s'élèvent à **826 946 litres** au réel 2023. **Le budget 2024 inscrit une croissance maîtrisée des cessions de plasma pour fractionnement avec une cible à 881 397 litres.**

Les tarifs du plasma à destination du fractionnement pour 2024 sont :

- Sang total : 76,7 € HT / L depuis le 1er janvier 2020,
- Aphérèse : 120 € HT / L à compter du 1er janvier 2023.

Par conséquent, l'EFS ne bénéficie pas d'effet prix, y compris sur la répercussion de l'inflation, dans son budget 2024 au titre du plasma à destination du fractionnement.

L'EFS prévoit d'augmenter de 78 306 prélèvements EQST au budget 2024, ce qui représente une progression de 2,8% par rapport à au réalisé 2023 :

- **Les prélèvements de sang total sont en légère hausse (+0,1%) dans le budget 2024 par rapport au réel 2023** alors que les cessions de CGR pour rappel sont en diminution de 2,0% sur 2024 par rapport à 2023. L'impact de ce différentiel engendre une variation de stock de CGR qui permet de

renforcer le stock existant et anticipe au mieux les besoins nécessaires lors de la période des Jeux Olympiques et Paralympiques ;

- **Les prélèvements d'aphérèse plasmatique sont prévus en forte croissance (+17,8%, soit +58 510 prélèvements) par rapport à 2023.** Il s'agit d'optimiser les moyens existants, notamment les sites de collecte. La conversion du personnel vers le prélèvement du plasma en maisons du don se poursuivra en 2024.

Pour rappel, une subvention d'exploitation de la CNAM a été enregistrée à hauteur de 54,7 M€ en 2023. Le budget 2024 intègre une dotation de 100,0 M€.

En synthèse, ce budget présente :

- Un résultat net positif de 6,4 M€,
- Un résultat d'exploitation à 4 M€,
- La capacité d'autofinancement comptable s'établit à 47,9 M€,
- Le programme d'investissements 2024 est prévu à hauteur de 45,4 M€,
- Le niveau de trésorerie en fin d'exercice est prévu à hauteur de 20,2 M€.

9.2 Evénements post-clôture

Pas d'évènement post-clôture.

9.3 Le financement des investissements 2024

Les investissements incorporels et corporels de l'exercice 2023 s'élèvent à 38,5 M€, en diminution de 12,6 M€ rapport au réalisé 2022 (51,0 M€). Ils représentent 5,1 % du chiffre d'affaires annuel et sont financés sur fonds propres.

Après prise en compte des immobilisations financières, le montant total des acquisitions d'immobilisations de l'exercice 2023 s'élève à 40,4 M€ (53 M€ en 2022).

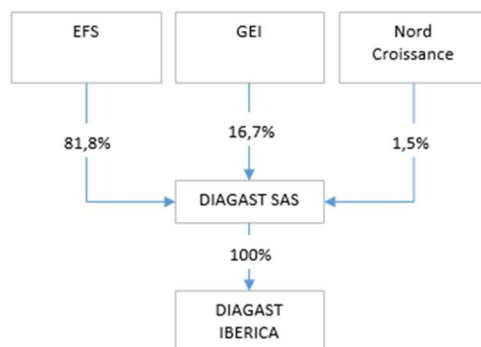
Le Budget des investissements 2024 se décompose comme suit :

Structure des investissements				
K€	RE 2023	BU 2024	Δ RE 2023 / BU 2024	
			K€	%
Projets immobiliers nationaux	6 428	8 454	-2 026	-24,0%
Maisons du don	1 380	2 633	-1 253	-47,6%
Projets immobiliers régionaux	4 372	4 862	-491	-10,1%
Divers immobilier	2 871	3 122	-251	-8,0%
IMMOBILIER	15 051	19 071	-4 020	-21,1%
Matériel sur projets immobiliers	319	253	66	26,1%
Projets matériel identifiés	2 645	4 018	-1 373	-34,2%
PPR	5 056	8 907	-3 851	-43,2%
Divers matériel	4 386	4 397	-11	-0,2%
MATERIEL LIE A L'ACTIVITE	12 406	17 575	-5 169	-29,4%
Informatique sur projets immobiliers	51	15	36	243,9%
Projets DSI Nationaux	6 649	5 400	1 249	23,1%
Projets DSI Régionaux	2	117	-115	-98,7%
Divers informatique	165	0	165	
PPR DSI	2 536	2 000	536	26,8%
INFORMATIQUE	9 403	7 532	1 872	24,8%
Mobilier sur projets immobiliers nationaux	107	238	-131	-55,1%
Mobilier, Véhicules, Divers	1 325	969	356	36,7%
Divers Autres	169	47	122	260,9%
AUTRES	1 601	1 254	347	27,7%
TOTAL	38 461	45 432	-6 971	-15,3%

En 2024, la capacité d'autofinancement dégagée et la mise en place d'un emprunt permettent de financer les investissements.

10. FAITS MARQUANTS RELATIFS AUX SOCIÉTÉS DU GROUPE

Suite à l'augmentation de capital de 6,0 M€ réalisée auprès des fonds GEI (Génération Entrepreneurs Investisseurs appartenant à la société Poincaré Gestion) et Nord Croissance (appartenant à l'Institut Régional de Développement) le 9 mai 2017, l'organigramme juridique est le suivant :



L'année 2023 a été marquée par :

- Un chiffre d'affaires de 52,7 M€ en croissance de 16,3% par rapport à 2022 ;
- Une trésorerie de clôture de 5,5 M€ en croissance de 67% par rapport à 2022 ;
- La levée d'un prêt PPR de 5,2 M€ pour financer une partie du projet France Relance 2030 ;
- L'achat d'une nouvelle ligne de production en bioproduction ;
- La continuité de la stratégie de lutte contre les pénuries de matières premières et du risque d'inflation à travers une augmentation des stocks pour 2,9 M€ par rapport à 2022 ;
- La mise en place d'une organisation en business unit ;
- Un montant de destructions de matières premières, en cours et produits finis atteignant 1,5 M€ en hausse de 45,3 % par rapport à 2022 ;
- Compte tenu de ces éléments, l'exercice s'est achevé sur un résultat net comptable bénéficiaire de 3 948 363 euros (€) en augmentation de 14 602 845 euros (€) par rapport à l'exercice précédent.

L'endettement auprès des établissements de crédit s'élève à un montant brut de 11 108 574 euros (€), réparti de la façon suivante :

- A un an au plus : 703 419 €
- A plus d'un an et 5 ans au plus : 4 038 514 €
- A plus de 5 ans : 6 366 641 €

11. INFORMATIONS RELATIVES A LA PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

11.1 Notes sur le compte de résultat consolidé

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 928,1 M€ (911,5 M€ en 2022) dont 882,6 M€ pour l'EFS et 45,5 M€ pour Diagast et sa filiale. Le chiffre d'affaires interne réalisé entre l'EFS, Diagast et ses filiales a été éliminé pour 8,9 M€ (8,1 M€ en 2022).

Le chiffre d'affaires externe réalisé se décompose comme suit :

	En millions d'euros	
	31/12/2023	31/12/2022
<u>Par marché géographique :</u>		
- France	883,26	874,87
- Export	44,82	36,65
	<u>928,08</u>	<u>911,52</u>
<u>Par type d'activités :</u>		
- Ventes de biens	744,15	729,33
- Prestations de services	183,93	182,19
	<u>928,08</u>	<u>911,52</u>

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'élève à -8,4 M€ (-50,9 M€ en 2022).

Il tient compte des éléments suivants :

- L'élimination des achats et ventes internes au groupe (8,8 M€) ;
- L'annulation des redevances au titre des contrats de location-financement (1,3 M€) ;
- La comptabilisation des dotations aux amortissements des immobilisations prises au titre des contrats de location-financement (2,4 M€).

Le montant des transferts de charges d'exploitation qui s'élève à 2,0 M€ dont 2,0 M€ pour l'EFS.

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre du contrôle légal des comptes s'élève pour l'exercice à 0,2 M€ pour l'EFS, 0,1 M€ pour DIAGAST.

Résultat exceptionnel

A partir de l'exercice 2020, en application du nouveau plan comptable M9, le groupe EFS ne présente plus de résultat exceptionnel.

Résultat financier

Le résultat financier s'élève à +0,2 M€ (+0,2 M€ en 2022).

Il tient compte essentiellement des éléments suivants :

- Les intérêts moratoires sur créances (+1,2 M€) ;
- Les intérêts sur emprunts et charges bancaires (- 0,2 M€) ;
- Une dotation nette aux provisions pour intérêts moratoires (-0,7 M€) ;
- Des gains et pertes de change pour (+0,03 M€).

Impôts sur les bénéfices

- Le montant de la charge d'impôt sur le bénéfice de l'exercice de – 2,5 M€ concerne essentiellement :
 - Les crédits d'impôts en faveur de la recherche pour -2,5 M€ dont -2,1 M€ pour l'EFS,
 - -0,1 M€ concernant le crédit d'impôt famille,
 - et -0,4 M€ d'impôt différé.
- Les impôts différés actifs figurant au bilan pour 0,6 M€ sont dus uniquement aux différences temporelles d'imposition de la société Diagast SAS.

Les impôts différés de l'EFS ne sont pas inscrits à l'actif du bilan consolidé du fait de l'appréciation jugée non suffisante des résultats bénéficiaires prévisionnels à moyen terme. Cette option est justifiée par le montant des reports déficitaires restant à imputer (93,0 M€) relativement aux différences temporaires d'imposition (appréciation du management de l'EFS sur les hypothèses d'imputation ultérieure de cette créance sur l'impôt exigible).

Résultat net consolidé

Le résultat net consolidé de l'exercice 2023 est une perte de -5,8 M€ (contre une perte de -50,2 M€ en 2022), après comptabilisation du produit net d'impôt de +2,5 M€.

Engagements hors bilan

- Les principaux engagements donnés sont les suivants :

En euros	31/12/2023
Engagements de retraite non comptabilisés en provisions	6 097 000
Promesse d'hypothèque immobilière	8 000 000
TOTAL	14 097 000

- Les principaux engagements reçus sont les suivants :

Nature	En millions d'euros	
	31/12/2023	31/12/2022
Lignes de trésorerie non utilisées - Découvert autorisé	20,00	
Cautions bancaires sur marchés de travaux	1,53	1,59

11.2 Effectifs Groupe EFS

L'effectif du groupe au 31/12/2023 se répartit de la manière suivante :

Catégories de personnel	Effectif EFS	Effectif DIAGAST et IBERICA	Effectif total Groupe au 31/12/2023	Effectif total Groupe au 31/12/2022
Cadres	2 063	130	2 193	2 369
Agents de maîtrise et techniciens	6 014	83	6 097	6 500
Employés	439	35	474	500
TOTAL	8 516	248	8 764	9 369

Droits individuels à la formation :

Depuis le 1er janvier 2015, le Compte Personnel de Formation (CPF) remplace le droit individuel à la formation.

11.3 Tableau des flux de trésorerie du groupe

En EUR	31/12/2023	31/12/2022
Résultat net consolidé	-5 820 881	-50 148 255
Amortissements et provisions	40 650 104	55 075 777
Variation des impôts différés	-387 402	177 425
Plus-values de cession, nettes d'impôt	-3 398 252	7 782 262
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	31 043 569	12 887 209
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-23 930 507	-5 374 409
Flux net de trésorerie généré par l'activité	7 113 062	7 512 800
Acquisition d'immobilisations	-44 751 375	-57 156 079
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	6 572 404	6 467 309
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-38 178 971	-50 688 770
Subventions d'investissement reçues	2 105 132	347 983
Emissions d'emprunts	5 574 548	
Remboursements d'emprunts	-3 379 432	-5 738 709
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	4 300 248	-5 390 726
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie	-26 765 661	-48 566 696
Trésorerie d'ouverture	42 500 102	91 066 798
Trésorerie de clôture	15 734 441	42 500 102